

Des promesses...

Promesses, promesses, promesses. Les documents officiels diffusés par les partis politiques entraînent le lecteur dans une sorte de voyage surréaliste au pays des merveilles. Chacun nous décrit un pays idyllique comme ça se peut pas... à condition que nous votions pour lui !

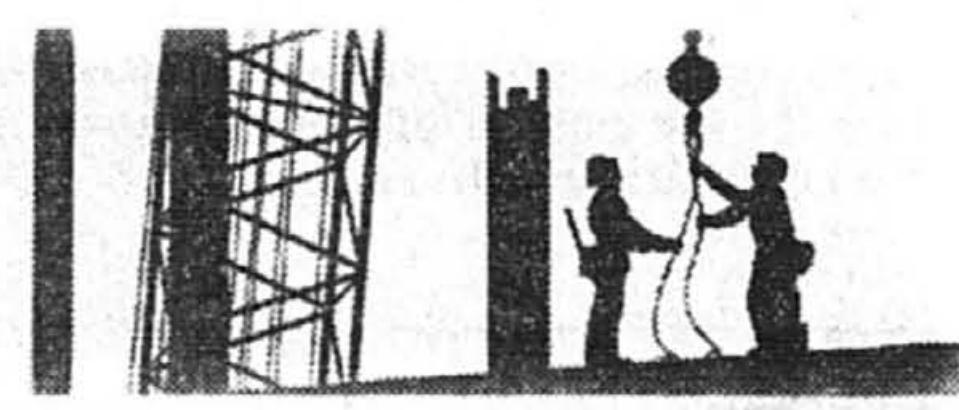
Tous les sondages montrent que les Canadiens, notamment depuis le grand-guignolesque épisode de la TPS, sont plus désabusés que jamais à l'endroit de leurs dirigeants politiques. Malgré cela, il vaut la peine de s'intéresser à ce que les cinq grands partis ont à dire. Peu importe la crédibilité limitée que l'on

accorde aux promesses électorales, le gouvernement qui sera élu, le 2 juin, aura à prendre des décisions qui nous toucheront dans notre vie de tous les jours.

Voici donc ce que l'on nous promet, dans les quatre dossiers stratégiques de l'emploi, des finances publiques, des impôts et des défis de la mondialisation. Les catalogues de promesses des cinq principaux partis, ensemble, font plus de 360 pages. Dans ces conditions, on comprend que nous devons nous contenter ici que d'un survol, forcément incomplet, mais qui reflète le plus fidèlement possible les positions des partis.



Claude Picher



Emploi

La situation : Elle n'est pas rose. Certes, le taux de chômage a diminué de 11,1 % à 9,6 % depuis octobre 1993, c'est-à-dire depuis que les libéraux de Jean Chrétien ont pris le pouvoir. Mais ce taux, presque deux fois plus élevé qu'aux États-Unis, demeure intolérable ; le Canada compte toujours 1,4 million de chômeurs. Même si les pouvoirs d'un gouvernement sont limités en matière de création d'emplois, tous les partis accordent une importance considérable à ce dossier.

Parti libéral

- Aucun objectif chiffré.
- L'accent est mis sur les initiatives prises par le gouvernement depuis 1993, notamment le programme d'infrastructures ; pour les prochaines années, on mise aussi, entre autres, sur le commerce extérieur, les investissements étrangers, l'innovation technologique, l'aide aux PME, le tourisme.
- En 1993, les libéraux avaient chiffré leurs engagements : entre 350 000 et 400 000 nouveaux emplois par année, mais cet objectif n'a pas été atteint. Ils sont plus prudents cette fois-ci.

Bloc québécois

- Aucun objectif chiffré.
- En revanche, une série de propositions dont la plupart reprennent des idées connues : partage du temps de travail, baisse des taux de cotisation à l'assurance-emploi.
- Une proposition originale : permettre à un contribuable frappé par le chômage de retirer de l'argent de son REER, sans pénalité, pour financer le démarrage de sa propre entreprise.

Parti conservateur

- Création d'un million de nouveaux emplois au cours du premier mandat.
- Pour y parvenir, les conservateurs proposent d'alléger la fiscalité des entreprises et des particuliers, d'abolir les entraves au commerce interprovincial, de favoriser l'accès aux capitaux pour les PME.
- L'objectif d'un million d'emplois (en quatre ou cinq ans) n'est pas irréaliste.

NPD

- Réduire de moitié le taux de chômage au cours du premier mandat.
- Introduction d'une taxe de 400 millions sur les profits des banques, pour financer des projets communautaires ; rétablissement d'anciens avantages maximum de l'assurance-chômage ; appui à la syndicalisation des travailleurs et guerre aux travailleurs de remplacement.
- Pour ramener le taux de chômage sous la barre des 5 % (du jamais vu depuis 28 ans), il faudrait presque tripler le rythme actuel de création d'emplois. Le défi est de taille.

Parti réformiste

- Aucun engagement chiffré, mais les réformistes font état de « prévisions » qui parlent d'un million de nouveaux emplois en quatre ans, et d'une « vision » qui situe le taux de chômage à 5 %.
- Réduction de la taille de l'État pour financer des baisses d'impôts qui inciteraient les consommateurs à dépenser et les entreprises à investir.
- Il y a un lien entre les impôts élevés et le taux de chômage, mais les réformistes se limitent à ce seul point de vue.



Finances publiques

La situation : Les finances publiques canadiennes sont moins mal en point qu'il y a quatre ans, mais demeurent profondément malades. Depuis le début des années 80, Ottawa a dépensé beaucoup plus d'argent qu'il n'en recevait. Pour financer la différence, le gouvernement a accumulé les déficits, créant ainsi une dette publique des plus lourdes du monde industrialisé. Ottawa est sur le point de venir à bout du déficit, mais il faut continuer de financer une dette de 600 milliards. Les intérêts coûteront 46 milliards, cette année seulement. Tous les partis sont d'accord : il faut assainir les finances publiques. La question est de savoir comment.

Parti libéral

- Il va de soi que les libéraux mettent l'accent sur leur performance des quatre dernières années.
- Aucun engagement chiffré, mais il n'y en a pas besoin. Il est déjà acquis que les besoins financiers du gouvernement tomberont à zéro cette année. Le déficit budgétaire sera peut-être éliminé l'an prochain, au plus tard dans deux ans.
- Lorsque le gouvernement recommencera à dégager des excédents, la moitié de l'argent servira à financer de nouvelles dépenses, et l'autre moitié à réduire les impôts et à commencer à rembourser la dette.

Bloc québécois

- Adoption d'une loi anti-déficit.
- Application rigoureuse et annuelle des recommandations du vérificateur général. Embauche d'inspecteurs supplémentaires à Revenu Canada pour lutter contre le travail au noir et l'évasion fiscale.
- L'élimination du déficit donne une marge de manoeuvre au gouvernement, qui devrait l'utiliser pour rétablir les transferts fédéraux aux provinces et cesser d'utiliser les surplus de la caisse d'assurance-chômage pour gonfler ses recettes.
- Le Bloc ne vise pas le pouvoir, et est donc mal placé pour définir un objectif.

Parti conservateur

- Budget équilibré en 2000. Après, le tiers des excédents budgétaires sera canalisé vers le remboursement de la dette. Réduction du ratio dette/PIB de 73 % à 50 % en 2005.
- Ces prévisions sont réalistes, mais elles sont possibles parce que le ministre Paul Martin a fait le gros du travail.
- Lorsqu'ils ont été au pouvoir, les conservateurs ont été incapables de mettre de l'ordre dans les finances publiques. C'est peut-être pour cela que leur programme est beaucoup plus discret que les autres sur ce sujet.

NPD

- Budget équilibré en 2000-2001. Objectif de réduction du ratio dette/PIB à 60 %. Aucune date-cible n'est mentionnée.
- Meilleur contrôle des dépenses gouvernementales ; élimination des chevauchements entre programmes fédéraux et provinciaux.
- Hausse des recettes fiscales.
- Même si le NPD reconnaît la nécessité d'assainir les finances publiques, il y montre nettement moins d'empressement que les autres partis.

Parti réformiste

- Budget équilibré le 31 mars 1999. Utilisation d'une partie des surplus pour amortir la dette (pas beaucoup de précisions sur ce point).
- Interdiction de déclarer un déficit, sauf en situation d'urgence (catastrophe naturelle, crise économique). Imposition d'un taux-limite de croissance des dépenses. Obligation d'adopter des pratiques comptables plus strictes.
- Remise en question de l'assistance sociale, de l'assurance-emploi et de la péréquation, disparition de nombreuses agences gouvernementales, importantes compressions ailleurs, privatisations.
- Les réformistes ne s'imposent pas un gros effort en promettant l'équilibre budgétaire dans deux ans.



Impôts

La situation : Le fardeau fiscal des Canadiens est de 26 % plus élevé que celui de leurs voisins américains. Ce sont les contribuables à revenus moyens qui ont supporté le gros de l'effort de réduction du déficit. En quatre ans, les recettes qu'Ottawa a retiré de l'impôt sur le revenu des particuliers sont passées de 56 à 70 milliards. Tous les sondages montrent que les contribuables canadiens ne veulent plus entendre parler de hausses d'impôts ou de nouvelles taxes.

Parti libéral

- Aucune promesse de baisses d'impôts dans l'immédiat.
- Une fois le déficit éliminé, baisses d'impôts, mais au compte-gouttes : une partie seulement de l'excédent servira à financer ces baisses.
- En supposant que le gouvernement déclare un surplus de cinq milliards dans trois ans, et que le quart de ce montant soit consacré à réduire les impôts, le contribuable dont le revenu est de 35 000 \$ profitera d'une réduction de 1,15 \$ par semaine...

Bloc québécois

- Hausses d'impôts déguisées ; suppression de la déduction pour contribution à un REER, qui serait remplacée par un crédit d'impôt. Même mesure pour les frais de garde. Imposition à 100 % des gains en capital.
- En principe, il s'agit de faire payer davantage ceux qui en ont les moyens. En pratique, cela signifie qu'il deviendra moins avantageux de déposer dans un REER pour les contribuables à revenus moyens. Si votre revenu est de 35 000 \$, une contribution de 1000 \$ à un REER vous permet d'économiser (au fédéral) 225 \$ en impôt. Avec la mesure proposée par le Bloc, votre économie d'impôt passera à 170 \$.

Parti conservateur

- Réduction de 10 % de l'impôt sur le revenu des particuliers, dès le dépôt du premier budget.
- Barème simplifié des taux d'imposition, à deux paliers : 15 % sur la première tranche de 29 590 \$, et 25 % sur l'excédent.
- Abolition de la surtaxe de 3 % des particuliers, introduite il y a dix ans à titre de mesure « temporaire » par le ministre conservateur Michael Wilson. La surtaxe de 5 % sur les revenus élevés (68 000 \$ et plus) est maintenue.
- Augmentation de l'exemption personnelle de base, de 6459 \$ à 10 000 \$.
- Coût : sept à dix milliards.

NPD

- Élimination progressive de la TPS. En attendant, hausse de 30 % du crédit d'impôt pour TPS.
- Augmentation des impôts des contribuables gagnant plus de 100 000 \$ par année. Augmentation des impôts des sociétés. Imposition à 100 % des gains en capital.
- Élimination des échappatoires fiscales et de l'exemption fiscale pour frais de représentation.
- Promesses difficiles à chiffrer. Les documents du NPD sont vagues.

Parti réformiste

- Élimination des échappatoires fiscales.
- Remplacement de la TPS (on ne dit pas comment).
- Simplification du régime fiscal, selon des modalités qui restent à annoncer.
- Hausse des exemptions personnelles et de personne mariée, à 7900 \$. Suppression de toutes les surtaxes sur les revenus des particuliers. Pour un contribuable célibataire gagnant 35000 \$, ces mesures représentent une baisse d'impôt de 370 \$; à un niveau de revenu de 60 000 \$, la baisse est de 550 \$.
- Réduction de moitié de l'impôt sur les gains en capital.
- Ces promesses sont moins coûteuses que celles des conservateurs.



Mondialisation

La situation : L'économie mondiale est en train de vivre des bouleversements d'une ampleur sans précédent. La compétitivité des entreprises, le développement fulgurant des technologies de pointe et des télécommunications, la volatilité des marchés financiers, la fluidité des capitaux, l'émergence de nouveaux concurrents, la mondialisation des marchés, posent des défis considérables aux pays industrialisés. Dans ce contexte, la capacité d'une économie à demeurer concurrentielle sur les marchés internationaux est capitale. Le Canada, à cet égard, avait accumulé un retard certain, qui a été en partie comblé ces dernières années. Mais il demeure encore loin derrière les États-Unis, son principal partenaire commercial.

Parti libéral

- Création d'une agence de promotion des échanges internationaux.
- Financement accru et élargissement des conditions d'admissibilité au Programme d'expansion des débouchés extérieurs.
- Commercialisation des travaux menés dans les laboratoires et les établissements de recherche publics.
- Farouches adversaires du libre-échange dans les années 80, les libéraux ont effectué un virage à 180 degrés, et leur deuxième livre rouge transpire par pages entières de considérations sur la nécessité de s'adapter aux enjeux de la mondialisation.

Bloc québécois

- Appui enthousiaste au libre-échange, à la libéralisation des échanges commerciaux et à l'élargissement de la zone de libre-échange à l'ensemble des Amériques.
- Appui à la conclusion d'accords bilatéraux de libre-échange avec les pays d'Amérique latine.
- Avant de donner son accord à la signature de traités, toutefois, le Bloc exigera qu'ils contiennent des dispositions de protection sociale et environnementale.

Parti conservateur

- Partisans convaincus du libre-échange, dossier qu'ils ont d'ailleurs eux-mêmes fait aboutir quand ils étaient au pouvoir.
- Soutien actif au développement et à l'exportation de produits et de savoir-faire dans le secteur des nouvelles technologies.
- Proposition originale : obtenir plus de renseignements et faire plus de recherches sur les tendances internationales et les marchés naissants.

NPD

- Introduction de normes sociales, environnementales et du travail exécutoires, lors de la signature d'ententes commerciales.
- Mise en place, avec les autres pays, de normes internationales sur la taxation des revenus des multinationales.
- Mesures plus strictes pour empêcher les entreprises de profiter des paradis fiscaux.
- Près de dix ans après l'entrée en vigueur du libre-échange avec les États-Unis, le NPD demeure le seul parti à soutenir que l'accord va à l'encontre des intérêts des Canadiens.

Parti réformiste

- Ce dossier n'est pas une priorité pour les réformistes. Leur programme n'y consacre que quelques lignes.
- Vagues promesses d'« accroître les possibilités commerciales internationales » et de « favoriser les échanges nord-sud ».
- Aide spéciale à la Colombie-Britannique, pour lui permettre de devenir « l'une des principales puissances économiques de la région du Pacifique ».

Éditorial

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

ROGER D. LANDRY
PRÉSIDENT
ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON
ÉDITEUR ADJOINT

MARCEL DESJARDINS
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

ALAIN DUBUC
EDITORIALISTE EN CHEF

La quadrature du cercle

Demain soir, les cinq chefs reprendront leur débat télédiffusé là où ils l'ont laissé mardi : sur la question nationale.

Poids plumes sur le terrain québécois, Preston Manning et Alexa McDonough n'ont pas grand chose à perdre ou à gagner dans cet ultime round verbal.

La mise est autrement plus importante pour Jean Chrétien et Jean Charest, qui doivent démontrer qu'ils sont capables de satisfaire le Québec et de sauver le Canada de la dislocation. Et pour Gilles Duceppe, qui devra faire la preuve de la pertinence d'un vote souverainiste à Ottawa. Pour les trois, les contradictions internes sont nombreuses et les occasions de dérapage tout autant.



Agnès Gruda

Il y a donc de fortes chances que la discussion sur cet enjeu crucial donne lieu à un jeu d'esquives et de peulures de bananes. Et c'est d'autant plus vrai que les leaders fédéralistes n'ont aucune formule magique à proposer pour sauver le pays.

Ce qui ne signifie pas, comme tentent de le démontrer les souverainistes ces derniers jours, que libéraux et conservateurs soient de parfaits clones à ce chapitre.

Il est vrai que leurs programmes proposent le même cheminement parallèle : une réforme pratique du fédéralisme et une révision constitutionnelle fondée sur la reconnaissance d'un statut de « société distincte » pour le Québec. Et les deux prennent la peine de souligner que ce statut ne s'accompagne d'aucun droit particulier. Qu'il

s'agit tout simplement de couler dans le ciment constitutionnel une spécificité que tout le monde reconnaît de facto.

Au-delà de ces ressemblances, la philosophie de chacun, les méthodes et les dosages diffèrent sensiblement.

« Le Canada est une grande réussite de l'humanité », affirme le plus sérieusement du monde le nouveau livre rouge. Lisez : les libéraux veulent perpétuer le modèle canadien et tentent de démontrer qu'il est suffisamment souple pour changer tout seul, graduellement, lorsque nécessaire. À preuve : l'entente sur la main-d'œuvre conclue après de longues années de tergiversations.

Théoriquement, les libéraux veulent continuer dans le sens d'une certaine décentralisation. Mais ils demeurent très interventionnistes, et se voient comme les gardiens des normes existantes, et d'autres qu'ils souhaitent établir, notamment dans le domaine des politiques sociales. Autrement dit, le fédéralisme « rouge » va on ne sait trop où, mais il y va très lentement.

Pour fermer le chapitre constitutionnel, Jean Chrétien n'a rien de mieux à proposer que d'inclure dans le texte fondamental du pays la résolution votée par son gouvernement et reconnaissant le statut distinct du Québec. Mais il estime qu'il n'a aucun travail de marketing à faire à ce sujet et que la balle est dans le camp des provinces : quand elles seront prêtes, on procédera.

La réforme « pragmatique » de Jean Charest est beaucoup plus précise. Il voudrait conclure un nouveau pacte de cogestion entre Ottawa et les provinces, en vertu duquel des points d'impôts, et non simplement des fonds, seraient transférés aux gouvernements provinciaux. Un Secrétariat où siègeraient des représentants fédéraux et provinciaux définirait les normes des programmes et réglerait les différends.

Quant à la société distincte, Jean Charest estime qu'elle exige un leadership fédéral pour être acceptée d'un océan à l'autre... on ne sait trop ni comment, ni quand.

Au-delà des programmes, il y a aussi des différences d'attitudes. On a beau vouloir attribuer à Jean Charest un goût caché pour le « plan B », il se montre plus souple que Jean Chrétien face à l'éventualité d'une vote référendaire positif. Et il est clairement opposé à la démarche judiciaire entreprise par le gouvernement libéral pour définir les conditions d'accession à l'indépendance.

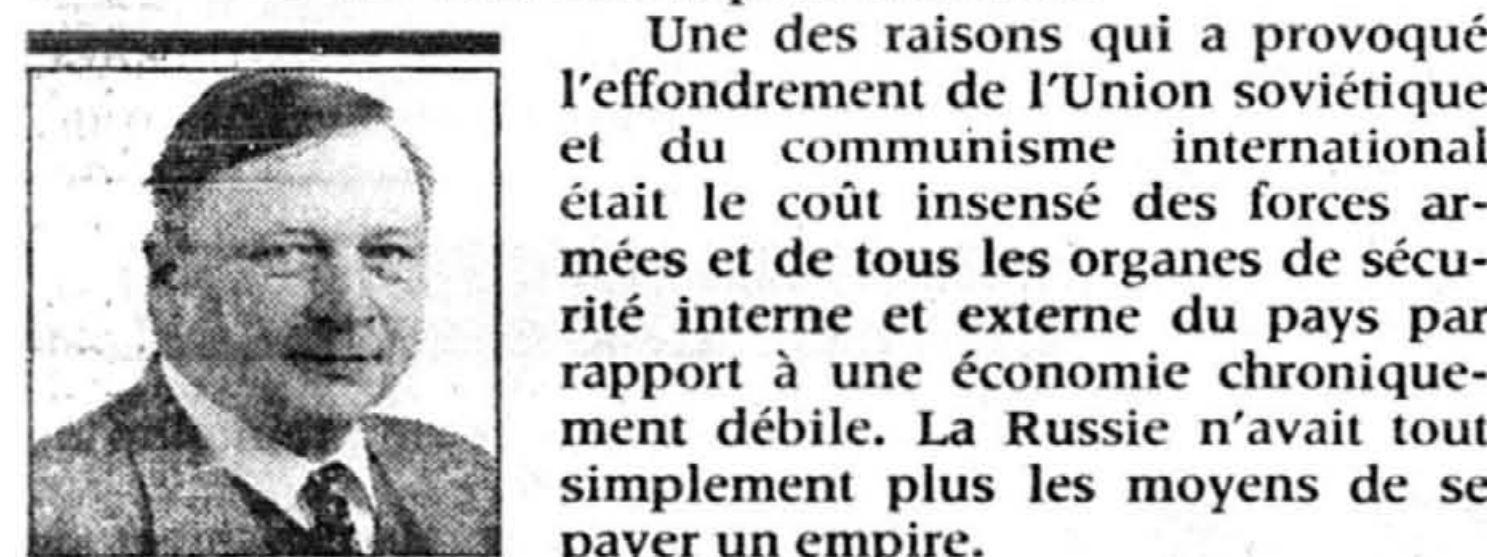
Mais sa solution risque, elle aussi, de sombrer dans la grande contradiction canadienne. Après tout, si les chefs abordent la question nationale avec tant de circonspection et plusieurs paires de gants blancs, c'est qu'une cassure divise le pays. Les sondages le montrent bien. L'enquête pré-électorale de CROP montre, par exemple, que 79 p. cent des Canadiens hors Québec, par exemple, s'accrochent au fédéralisme tel qu'il est. Et seulement 21 p. cent des Québécois.

Les trois quarts des Québécois sont en faveur de la société distincte. Et seulement 46 p. cent des Canadiens hors Québec. Un autre sondage, paru dans la *Gazette* d'hier, affirme que 73 p. cent des Canadiens hors Québec justifient l'usage de la force pour garder les régions fédéralistes au Canada, au lendemain d'un référendum positif. Il va sans dire qu'au Québec, cette éventualité ne soulève aucun enthousiasme.

Le clivage est omniprésent. Si l'on veut vendre un « nouveau Canada » aux Québécois et aux autres provinces, il faut avoir la foi solide. Jean Chrétien ne l'a pas et espère que le problème se dissoudra tout seul. Jean Charest a quelque chose à proposer et une plus grande force de conviction. Mais il n'est pas certain que cela soit suffisant pour résoudre la quadrature du cercle.

Un bon coup

La Russie s'est fait prier de signer un accord avec l'OTAN, qui accueillera bientôt comme membres plusieurs anciens alliés de l'Union soviétique. Beaucoup de Russes voient là une humiliation de plus. En réalité, c'est une excellente affaire pour la Russie.



Frédéric Wagnière

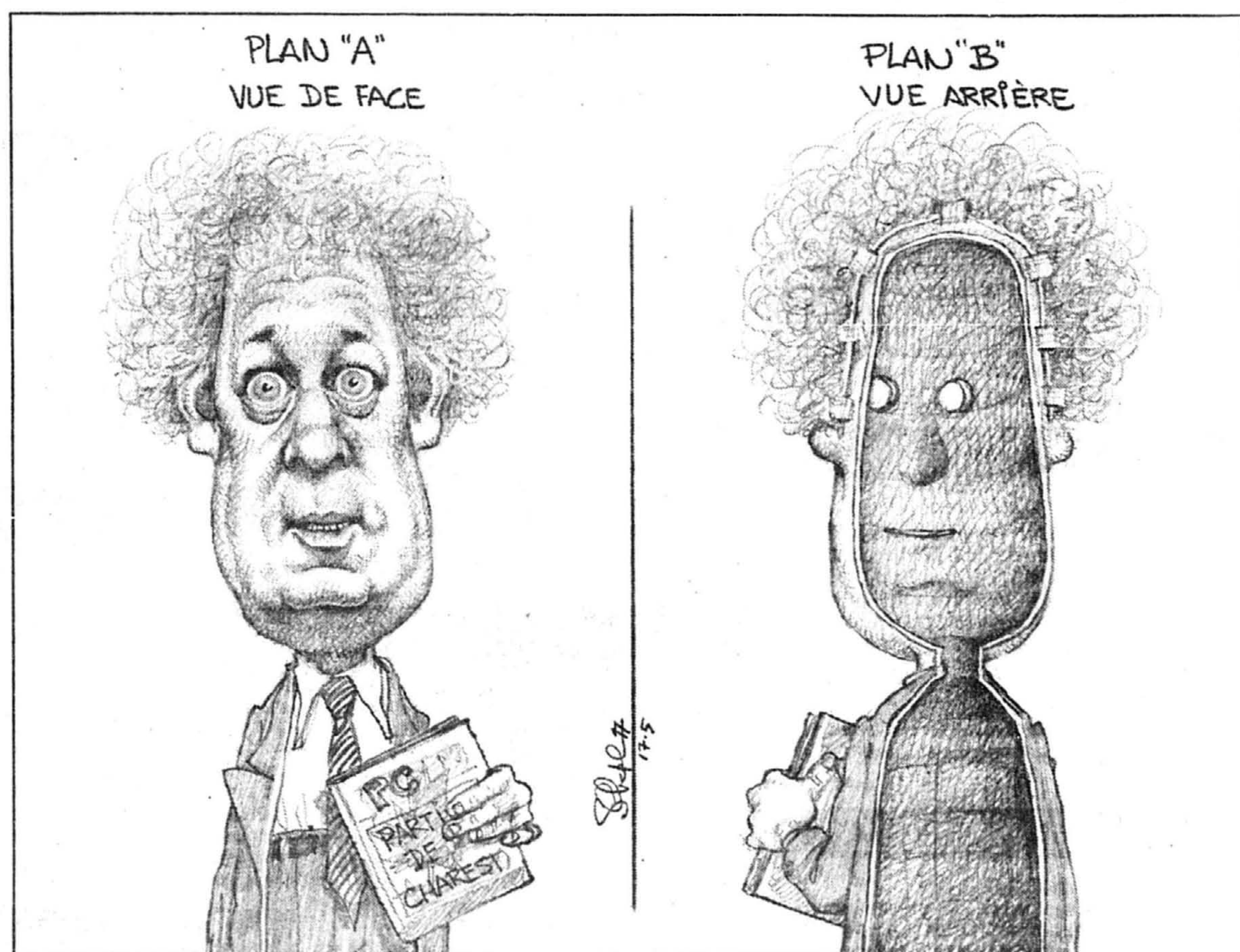
Une des raisons qui a provoqué l'effondrement de l'Union soviétique et du communisme international était le coût insensé des forces armées et de tous les organes de sécurité interne et externe du pays par rapport à une économie chroniquement débile. La Russie n'avait tout simplement plus les moyens de se payer un empire.

La fin de la guerre froide a donné l'occasion à la Russie de redonner priorité aux dépenses civiles et sociales. Malheureusement, cela n'est pas

évident parce que les réformes économiques ont été bâclées et que de graves problèmes de sécurité, comme en Tchétchénie, restent à régler.

La solution continue de reposer sur la compression des dépenses militaires, rendue possible par des rapports de bon voisinage. En Europe de l'Est, aucun pays n'est assez fort pour donner à la Russie des garanties quant à sa sécurité. Mais, dorénavant, cela doit être le rôle de l'OTAN et, surtout, du Conseil Russie-OTAN, de donner ces garanties à la Russie.

Beaucoup de politiciens russes affirment que l'élargissement de l'OTAN vers l'est les obligera à reconstituer l'Union soviétique comme puissance militaire. En fait, c'est le contraire : la stabilité politique, que l'OTAN apportera à l'Europe de l'Est, permettra enfin à la Russie de donner la priorité à son développement économique.



DROITS RÉSERVÉS

LA PRESSE ET VOUS

Les débats des chefs sont-ils toujours aussi pertinents?

Nous sommes à deux semaines et deux jours du scrutin fédéral du 2 juin. C'est à la fois bien court et trop long : court parce qu'il s'agit de la plus brève campagne électorale de l'histoire du Canada ; long parce que la précampagne a été aussi étendue que l'officielle et que la campagne en cours n'a pas réussi, jusqu'ici, à susciter un engouement auprès des électeurs.

Après 20 jours de campagne, on se demande encore pourquoi il y a eu déclenchement d'élections générales au pays. Quelle est la raison — autre qu'électorale — qui a justifié l'appel au peuple ?

Le désintérêt de la population est tel que, dans un sondage effectué à nos propres fins à la veille du début de la campagne, à peine 25 p. cent des citoyens souhaitaient un scrutin au printemps. Les trois quarts voulaient son report à l'automne ou au printemps prochain ou n'avaient aucune opinion sur le sujet. C'est tout dire de l'intérêt manifesté.

Les politiciens ont abusé du jeu électoral : huitième consultation populaire en dix ans au Québec. Parce qu'il n'y a pas de véritables

enjeux susceptibles de provoquer l'intérêt, parce que les chefs et les candidats se limitent à présenter un programme préfabriqué, aseptisé, inodore, incolore et sans saveur pour éviter toute erreur électorale coûteuse, la campagne ne réussit pas « à lever » de terre.

Depuis trois semaines, c'est la campagne des partis et des médias, des candidats et des journalistes. Il y a bien eu les mésaventures du chef bloquiste Gilles Duceppe, l'affaire Jacques Parizeau et les débats des chefs mais les citoyens semblent jusqu'à maintenant imperméables à tous ces événements.

Le mini-débat de dimanche soir réussira-t-il à éveiller la population ? Quelle sera la cote d'écoute à 18 h en ce premier long week-end, surtout s'il faisait beau ?

Tel un combat de boxe, le combat des chefs pourrait se dérouler aussi bien dans une arène sportive que dans une arène politique. Tout le monde attend de savoir s'il y aura assaut verbal d'un chef contre un autre ? Qui réussira à administrer le knock-out à qui ? Y aura-t-il décision unanime ou partagée des juges (le public) sur le choix du gagnant ? Du sport plus que de la politique !

Politiciens, organisateurs, faiseurs d'images et médias se délectent de ces débats comme s'il s'agissait de l'élément clé de la campagne, de l'exercice démocratique par excellence. En théorie, ce n'est pas faux. En

pratique, les débats des chefs ont-ils la même pertinence qu'à leur origine ? On vit beaucoup de la nostalgie du premier débat Johnson-Lesage, dans les années 60, et du premier débat Mulroney-Turner, en 1984.

Depuis ce temps, les débats ont perdu de leur saveur, de leur spontanéité, de leur influence sur les électeurs. Quel téléspectateur ne se dit pas déçu à la fin d'un débat ? Quel citoyen n'affirme pas n'avoir vraiment rien appris de nouveau ? De toutes les conversations que j'ai eues depuis la tenue des deux débats avec des personnes qui les ont regardés, aucune n'a été satisfaite de sa soirée.

Les attentes sont trop grandes. Des spécialistes de tels débats ont affirmé que les gens ne retiennent que 5 à 10 p. cent de ce qui a été dit contre 90 p. cent pour l'allure des chefs.

La « performance » des chefs tient bien plus à leur tenue, à leur apparence et à leur façon de s'exprimer qu'au contenu de leurs interventions. Il y a le chef qui perce l'écran et le chef qui ne traverse pas l'écran : le sort politique de l'un et de l'autre peut en dépendre. Mais un beau parler fait-il nécessairement un bon premier ministre ? N'est-ce que l'apparence qui fait le chef d'État ? Ce serait inquiétant s'il en était ainsi. Heureusement que la sagesse populaire dépasse le vernis !

Aujourd'hui, les débats sont planifiés, organisés, gérés. À preuve, il faut des jours et

des jours pour en arriver à une entente entre les représentants des chefs de parti et les réseaux de télévision sur la formule, le procédé, le cadre, la marche à suivre, les thèmes développés, le temps alloué, etc.

Tout ce qu'on fait les chefs, durant deux heures et demie, ce fut d'éviter LA gaffe qui aurait pu leur être fatale. Ils profitent aussi de ce temps d'antenne pour convaincre les convaincus et, si possible, les indécis.

Les débats à cinq, pour « faire démocratique », n'ont aucun intérêt. Ils sont longs et ennuyeux à bâiller. Ajouter un public dans la salle pour « faire encore plus démocratique » est-ce la solution ? La piètre qualité des questions posées lors des débats, principalement celui de langue française, ne permet pas de conclure que c'est LA solution.

Remettre en question la pertinence des débats ne sera pas très apprécié puisque politiciens et journalistes font leurs choux gras de tels événements. Il ne faut pas les abolir puisque c'est un moyen parmi d'autres utilisés par les chefs de parti pour s'adresser aux citoyens. Il faut à tout le moins atténuer l'importance accordée à la préparation et à la tenue des débats, comme s'ils allaient seuls influencer le choix des électeurs.

La réalité politique et la réaction insensible des électeurs prouvent bien le contraire.

Claude MASSON
Éditeur adjoint

Les électeurs francophones ont été lésés

La phrase la plus mémorable du débat des chefs, version française : « Y a-t-il un médecin dans la salle ? ».

L'événement le plus marquant du débat : la chute de pression de l'animatrice.

Cela en dit autant sur le débat que sur l'irresponsabilité de ses organisateurs.

Au-delà de la sympathie naturelle qu'on éprouve pour Mme Lamarche, une formidable animatrice doublée d'une personnalité attachante — et qui s'était d'ailleurs fort bien acquittée de sa tâche avant de perdre connaissance —, il se pose en effet quelques questions d'ordre strictement professionnel, la première concernant précisément le choix de l'animatrice (trice).

Comme d'habitude, les deux réseaux se sont battus pour imposer leurs vedettes respectives... et tant pis si l'une d'elles présentait un risque tout de même assez sérieux. Mme Lamarche, indépendamment de ses remarquables talents, avait subi ce genre de malaise à plusieurs reprises dans le passé, à tel point que des enregistrements d'émissions avaient dû être annulés. Or, il s'agissait ici non seulement d'un débat en direct, mais d'une tâche particulièrement « stressante », à plus forte raison pour une animatrice qui n'avait jamais fait d'émissions politiques.

Que TVA ait insisté pour imposer son animatrice-vedette en dépit d'un état de santé que le stress pouvait aggraver constitue une faute professionnelle qui a eu pour effet de priver le public de la partie la plus importante du débat.

C'est au moment où Jean-François Lépine était en train de poser au premier ministre la question la plus intéressante de la soirée que Mme Lamarche s'est effondrée.

En un instant, le débat politique le plus important de l'année s'était volatilisé. Les leaders n'étaient plus que des figurants, suivant sur fond de sirènes d'ambulances l'évolution de l'état de l'animatrice, laquelle était

devenue l'Événement. Or, s'il y a une règle en journalisme, c'est bien que le journaliste (ou l'animateur) doit s'effacer derrière l'événement. Un malheur peut arriver à tout le monde, c'est évident, mais disons qu'en général les réseaux de télévision prennent les précautions requises pour prévenir ce genre de drame.

Évidemment, on peut dire qu'un débat politique n'est rien à côté de la maladie d'un seul être humain, et que le public n'a rien perdu. Mais alors, si ce genre de débat est inutile, qu'on cesse d'en organiser !

En fait, compte tenu de l'indifférence qu'affiche si souvent l'électorat, et compte tenu des enjeux substantiels en cause dans cette campagne, les débats télévisés sont loin d'être inutiles. Pour nombre d'électeurs, ils constituent l'unique moyen d'information de la campagne. Force est de constater que, cette fois-ci, les francophones n'auront pas eu leur part d'information.

Hier, les réseaux annonçaient une reprise du débat pour demain soir. On nous donnera, au beau milieu du premier long weekend du printemps, les 45 minutes manquantes... C'est mieux que rien, mais cela ne répare pas les pots cassés.

L'élan est brisé, et les chefs auront eu tout le loisir de se préparer à ce segment, à la lumière des deux débats précédents, et sans avoir à s'embarasser des questions liées à l'économie et au social. Le rideau est tombé trop tôt. Et quand il se relèvera inopinément, le rythme aura été rompu, sans compter qu'il pourrait y avoir moins de spectateurs dans la salle.

■ ■ ■



Lysiane GAGNON

D'autres aspects du débat de mardi laissaient à désirer. Comment se fait-il que les seules personnes invitées par les réseaux à commenter l'exercice aient été un Canadien anglais vivant à Ottawa et un relationniste dont la firme dépend en partie de contrats politiques ?

Jeffrey Simpson, du *Globe and Mail*, est un journaliste hors-pair, et magnifiquement bilingue en plus. Mais n'aurait-il pas été normal de voir à ses côtés au moins un commentateur francophone d'expérience vivant au Québec ? Guy Côté, de la firme National, est sans nul doute fort compétent dans son domaine, mais n'est-il pas forcé à l'amabilité de par sa profession ?

À la décharge des réseaux, il faut dire qu'ils ont fait appel à quelques journalistes francophones de la presse écrite, et essayé autant de refus — soit parce que ces derniers refusaient de se rendre à Ottawa, préférant suivre l'événement à la télé, soit parce qu'ils devaient écrire leur article avant d'aller en studio. (Ce fut le cas de notre consœur Chantal Hébert, qui fit une apparition éclair à la toute fin du panel). Mais n'y avait-il vraiment pas moyen d'amener à Ottawa des commentateurs qualifiés qui n'avaient pas d'autres engagements ce soir-là ?

Autre incongruité, la composition du panel de « citoyens ordinaires ». Je n'ai pas fait le compte exact, mais j'ai nettement l'impression que la majorité de ceux qui ont posé des questions venaient de l'extérieur du Québec. On a beau éprouver respect et amitié pour les minorités, n'est-ce pas au Québec que se trouve l'auditoire clé de ces débats en français ?

Passons sur l'insignifiance de la plupart des questions du « public », qui servaient

plus souvent qu'autrement de faire-valoir au leader interrogé, quand elles ne tombaient pas dans le grotesque, comme cette « victime de crime » demandant en pleurant à Preston Manning ce qu'il comptait faire pour les victimes...

L'autre aspect à signaler est qu'une majorité de questions furent adressées à Jean Charest. Pourquoi ? C'est lui, également, qui a suscité les réactions les plus positives dans l'auditoire.

Cela n'est peut-être pas une coïncidence. M. Charest, qui s'est « positionné » entre les libéraux et le Bloc (et qui est en plus le meilleur « débater » du groupe) est celui qui peut le mieux attirer les indécis. Or, la firme qui a recruté les membres du public a probablement choisi des gens qui disaient ne pas savoir pour qui voter. D'où la complicité entre M. Charest et cet échantillon d'indécis.

Si cette hypothèse est exacte, c'est une bonne nouvelle pour M. Charest, qui a maintenant des chances de faire une remontée au Québec et ailleurs. S'il faut désigner un gagnant, c'est lui qui aura gagné les deux débats, encore que les autres ne se sont pas si mal tirés d'affaire non plus.

Dans le débat français, M. Chrétien a été très faible dans sa défense de l'unité nationale, mais il n'a pas fait de gaffe. M. Duceppe a fourni une prestation convenable, surtout quand il avait l'occasion de faire état de ses convictions d'homme de gauche, sur les banques, les paradis fiscaux, etc. Mais il interrompait trop souvent les autres et c'était désagréable. Lui non plus n'est pas à l'aise sur la question nationale, sur laquelle il ne débite que des slogans.

Jean Charest était le seul à aborder la question nationale de façon articulée et avec toutes les apparences de la conviction, et le seul à se comporter naturellement devant la caméra. D'où l'impression qu'il parlait aux gens, alors que les autres récitaient leur catéchisme. S'il était entouré d'une équipe plus solide, il pourrait faire des malheurs.

Un autre rapport de forces ?



Chantal Hébert

du bureau de La Presse
OTTAWA

Si la tendance se maintient, une majorité des 75 sièges fédéraux du Québec pourrait chavirer dans le camp fédéraliste, le 2 juin prochain.

Ce revirement, s'il se produit, tiendra davantage de l'échec du mouvement souverainiste à faire de la question nationale un grand enjeu mobilisateur que du succès des deux partis fédéralistes à séduire les électeurs avec leur vision de l'avenir du Québec dans la fédération.

Mais ce serait quand même un développement majeur puisqu'un tel résultat viendrait casser un moule coulé au Québec depuis l'échec des accords du lac Meech. Depuis juin 1990, les Québécois sont foncièrement figés dans deux camps dont la portion congrue est occupée par les souverainistes. Du référendum de Charlottetown à celui de 1995, en passant par les élections fédérales et provinciales de 1993 et 1994, les fédéralistes sont cantonnés dans une quarantaine de sièges provinciaux et dans les vingt sièges fédéraux correspondants.

Le 2 juin, si les partis fédéralistes réussissent à faire élire plus de députés que les souverainistes, ce sera la première fois depuis Meech qu'ils auront renversé la vapeur à leur avantage plutôt que d'être repoussés encore un peu plus loin dans leurs retranchements.

Les deux camps devraient également forcément prendre acte de ce qu'il se trouve bel et bien parmi les partisans du OUI d'octobre 1995 un groupe significatif qui n'a pas complètement renoncé à une solution canadienne au débat sur l'avenir du Québec.

■ ■ ■

Si des élections avaient eu lieu cette semaine, un Québec plus fédéraliste aurait forcément voulu dire un Québec plus libéral. Les stratégies du PLC sont convaincues qu'ils auraient pu réaliser une percée inespérée au Québec si le vote s'était produit au cours des derniers jours. Selon leurs calculs, de dix à vingt sièges bloquistes auraient pu basculer dans leur camp.

Pour l'heure, la situation permet, au minimum, au PLC d'envisager des gains dans Ahuntsic,



Les cinq chefs croiseront à nouveau le fer demain.

Bourassa, Anjou, Bellechasse, Beauce, Manicouagan, Shefford, Abitibi, Manicouagan et Laprairie sans que cela ne découle d'un optimisme débridé.

Ces espoirs, qui auraient tenu du délire il y a seulement trois semaines, ont peu à voir avec la bonne tenue de la campagne libérale. Depuis le déclenchement des élections, le PLC n'a pas fait de bond marqué dans les intentions de vote au Québec. C'est la présence sur le terrain d'un troisième joueur, le Parti conservateur de Jean Charest, qui déjoue les calculs des deux autres partis en drainant les appuis du Bloc québécois.

Car personne au Bloc ne parlera plus d'égalité ou de surpasser la performance du OUI au dernier référendum à l'occasion du vote du 2 juin. Plus question non plus de faire reculer la représentation fédéraliste au Québec sous la barre du tiers des sièges où elle se situait au déclenchement des élections. À défaut de réussir à imposer son thème à la campagne, voilà le Bloc aux prises avec une série de luttes à trois dont l'issue est loin d'être toujours prometteuse pour lui.

Le meilleur symptôme du malaise bloquiste réside sans doute dans le fait qu'il en est à défendre chèrement des sièges comme Chicoutimi et Jonquière, au cœur de la forteresse du mouvement souverainiste, contre des candidats de Jean Charest.

La liste des espoirs conservateurs ne peut qu'allonger si la démobilisation bloquiste continue de s'accroître. Le PC se donne ainsi actuellement de sérieuses chances de l'emporter dans Joliette, un comté où à peine 70 personnes se sont déplacées pour entendre le chef bloquiste Gilles Duceppe, mercredi, et il a de plus en plus de raisons de miser sur Kamouraska et Beauharnois-Salaberry.

■ ■ ■

Tout cela laisse présager une fin de campagne mouvementée. Demain, le chef bloquiste Gilles

Duceppe aura sa dernière meilleure chance de redonner du tonus à sa cause, à l'occasion du match de reprise du débat des chefs en français. Mais, est-il bien réaliste d'attribuer à cet événement des effets presque magiques ? En tout, le chef bloquiste disposera de trois petits quarts d'heure pour s'imposer contre deux adversaires redoutables en débat. En plus, l'image de M. Duceppe demeure terne, au point où les stratégies de ses adversaires ne sont pas loin de penser que sa simple présence sur cette tribune leur permet de compter des points aux dépens du Bloc.

Toujours lors du débat de demain, Jean Chrétien a désormais plus intérêt à freiner la progression du PC qu'à contrecarrer le Bloc. Car les votes fédéralistes sont loin d'être imperméables à l'effet Charest. Bon nombre d'électeurs du Québec sont actuellement acquis à Jean Chrétien par raison plutôt que par passion. S'ils perdent la conviction que le PLC est seul capable de battre le Bloc, ils sont susceptibles de transférer leur allégeance aux conservateurs. Cela explique pourquoi, dorénavant, Jean Chrétien n'a que le nom de Jean Charest à la bouche.

Actuellement, le reste du Canada a beaucoup de difficultés à décoder la tournure de la campagne au Québec. Des voix s'élèvent pour dire qu'un affaiblissement visible des appuis au Bloc devrait rendre les autres Canadiens plus réceptifs à l'idée d'une tentative de réconciliation durable avec le Québec et, de fait, avantager les conservateurs un peu partout ailleurs au pays.

Mais d'autres y voient surtout l'occasion de propulser le Parti réformiste au rang d'opposition officielle, une situation qui, à terme, ne serait guère susceptible de relever le sentiment d'appartenance des Québécois à l'égard des institutions parlementaires canadiennes ou encore de favoriser des consensus en perspective d'un autre match référendaire.

Le dépannage alimentaire remis en question

Le texte qui suit est cosigné par Jennifer Beeman, agente de recherche en sociologie ; Jean Panet-Raymond, directeur de l'École de Service social de l'Université de Montréal ; Sonia Racine et Johanne Rhéault, organisatrices communautaires ; et Joël Rouffignat, professeur en géographie à l'université Laval. Les signataires sont les auteurs d'un document intitulé « Du dépannage alimentaire au développement communautaire : des pratiques alternatives ».

C'est avec consternation que nous avons pris connaissance de l'article portant sur la mise sur pied d'une banque alimentaire pour étudiants, publié dans *La Presse* du 2 avril dernier. Il nous semble en effet désormais essentiel de contrer l'idée que le dépannage alimentaire constitue une réponse le moins acceptable au problème de la pauvreté.

On perd souvent de vue les causes qui ont motivé la multiplication des comptoirs alimentaires, soit, d'une part, la crise de l'emploi et, d'autre part, des programmes de sécurité du revenu inadéquats. Il est par ailleurs tentant, lorsqu'on voit des gens dans le besoin, de leur offrir, par charité, de la nourriture. Pourtant, l'expérience acquise après dix ou quinze ans de prolifération des comptoirs alimentaires (on en compte plus de mille dans la région de Montréal seulement) démontre que le dépannage alimentaire comporte tellement de difficultés qu'on peut se demander s'il ne fait pas partie du problème.

En offrant du dépannage alimentaire, les responsables cherchent à apporter une aide aux personnes et aux familles dans le besoin, c'est-à-dire à des personnes très démunies sur le plan économique, sur le plan politique et souvent sur le plan socio-affectif. Pour des personnes vivant dans de telles situations, le dépannage alimentaire apporte-t-il véritablement de l'aide ?

La plupart du temps, la formule du comptoir alimentaire implique que des sacs de provisions sont préparés à l'avance par des bénévoles, à partir d'aliments mis à leur disposition. Ces aliments consistent très souvent en des produits de boulangerie, des conserves, de même que des fruits et légumes récupérés. Non seulement la personne ne choisit-elle pas la nourriture qui convient à ses goûts, coutumes, religion, etc., mais la nourriture fournie ne correspond généralement même pas au minimum alimentaire requis. (...)

On entend souvent les responsables des comptoirs alimentaires dire qu'ils aimeraient bien faire autre chose, mais ils ne savent pas toujours quoi faire, comment le faire, et où trouver le temps et les ressources nécessaires.

Pourtant, à travers le Québec, des pratiques alternatives au simple dépannage alimentaire ont été mises sur pied par différents groupes communautaires. Ce sont pour la plupart des pratiques où « l'usager » devient « participant » : cuisines collectives, groupe d'achat ou épiceries communautaires, diners communautaires et cafés-rencontres. Toutes ces formules ont pour objectif l'implication de la personne dans le besoin afin, pour elle, de briser son isolement, de retrouver une meilleure estime de soi,

de recevoir soutien et conseils pour mieux s'organiser, et de reprendre contrôle sur sa vie de manière à trouver des solutions durables à ses besoins alimentaires.

Dans une cuisine collective, par exemple, quatre à six personnes cuisinent ensemble pour préparer un certain nombre de repas, pour un coût minimal d'un dollar par portion. Afin d'accroître leur pouvoir d'achat, l'argent de chacune est mis en commun, et les tâches sont partagées entre elles. Elles repartent à la maison avec quatre ou cinq mets différents, en portions suffisantes pour nourrir toute leur famille. Une partie de ces provisions pourra être conservée jusqu'à la fin du mois, période généralement difficile pour les familles à faible revenu.

Non seulement l'aide alimentaire apportée par la formule des cuisines collectives est-elle plus appropriée et de meilleure qualité, mais elle permet d'aider les participants à mieux planifier leur budget et à faire de meilleurs achats. Elle constitue également pour les personnes concernées l'occasion de participer à une expérience de soutien et d'entraide. En leur permettant de mieux contrôler leur alimentation et celle de leur famille, cette formule peut également favoriser un meilleur contrôle des participants sur d'autres aspects de leur vie. (...)

Pour les étudiants dans le besoin, il semble évident que la création d'un groupe d'achat ou d'une épicerie communautaire serait mille fois plus souhaitable en termes de bénéfices à long terme que de leur offrir une aide qui ne contribue en rien à augmenter leur autonomie et qui de plus, peut constituer une expérience humiliante. Les étudiants ont par ailleurs démontré qu'ils sont capables de mettre sur pied des coopératives d'ordinateurs. (...)

La mise sur pied de pratiques alternatives demande davantage d'efforts en termes de temps et de concertation que l'organisation d'un comptoir alimentaire. Cela demande de la part des organisateurs des services une volonté ferme d'impliquer les personnes aidées, de les faire prendre part aux décisions, et de collaborer avec d'autres groupes ou instances du milieu. Mais avec les résultats qu'on connaît, on a le devoir d'essayer.

Notre intention n'est pas de critiquer les efforts de personnes qui essaient, en toute bonne foi, d'aider ceux qui sont dans le besoin. Mais ce que nous souhaitons, c'est que chacun des membres de notre société, à commencer par les employeurs et les élus, prenne conscience que pour aider véritablement les personnes défavorisées, on doit s'éloigner de la charité privée. Les seules vraies réponses au problème de la faim passent par des actions décisives pour mettre en place un système de sécurité de revenu décent, des mesures d'imposition plus égalitaires, et des programmes innovateurs pour créer des emplois.

En attendant ces changements de fond, nous devons nous efforcer de mettre sur pied des services susceptibles d'aider les personnes défavorisées à conserver ou à rebâtir leur autonomie, et à reprendre le contrôle sur leur vie.

Plus

LA ROCAMBOLESQUE HISTOIRE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES

Des intérêts divergents

« On est à deux doigts de la solution »... car à l'impossible, Lavalin est tenu !

La semaine prochaine aux éditions XYZ, Guy R. Morin, ancien vice-président marketing de la Régie des installations olympiques, publie *La cathédrale inachevée, l'histoire rocambolesque des installations olympiques*. La Presse présente aujourd'hui à ses lecteurs un extrait de cet ouvrage.

Le 12 septembre 1994, l'élection du Parti québécois raviva mon espoir de voir enfin un musée des sciences à Montréal. Lorsque Rita Dionne-Marsolais devint ministre du Tourisme et huitième ministre responsable de la RIO, je crus voir en elle une alliée, de même qu'en Louise Harel, pour implanter un centre des sciences et des techniques au Parc olympique. Ma confiance redoubla lorsque « le père du Biodôme » devint, le 6 novembre, maire de Montréal ! J'ignorais complètement que Dionne-Marsolais s'était ralliée au concept de musée éclaté, concept cher à Bernard Lamarre qui avait réussi à se faire nommer président de la Société du Vieux-Port peu après l'élection du gouvernement Chrétien à Ottawa, en octobre 1993.

Voulant plaire à Dionne-Marsolais, Lamarre lui avait promis qu'il ferait en sorte que le musée ferroviaire de Saint-Constant emménage dans les usines Angus désaffectées, qui sont situées dans la circonscription électorale de cette dernière. Cet emplacement serait consacré à « l'histoire des technologies », et celui du Vieux-Port aux « technologies de pointe ». Ce dédoublement géographique va à l'encontre de la logique des coûts et est aussi saugrenu que le dédoublement thématique de la Biosphère qu'il aurait mieux valu intégrer au Vieux-Port, et à celle du Cosmodôme qui est un prolongement naturel du Planétarium — qui gagneraient tous les deux à être moins isolés des pôles touristiques, comme nous le verrons dans la dernière partie de cet ouvrage.

Mais on verra entre-temps que Bernard Lamarre avait d'autres raisons de se montrer sympathique à la cause de Rita Dionne-Marsolais ! Le 21 octobre 1994, la nouvelle ministre déléguée au Tourisme et responsable de la RIO rencontra ses gestionnaires. D'entrée de jeu, elle nous dit que « ses priorités visaient l'amélioration des relations entre la RIO et les Expos (sic) et le renforcement de la vocation sportive originelle des installations olympiques ».

Quelques semaines plus tard, Pierre Bibeau me dit de « mettre mon musée sur la glace », tandis que le nouveau maire Bourque démembrerait la Société des musées de sciences naturelles de Montréal, dont les administrateurs favorisaient le démantèlement du Planétarium dans le cadre du projet de cinéma Omnimax proposé par la RIO !

Peu après, la comète Dionne-Marsolais fut promue titulaire du ministère des Affaires culturelles, en plus du Tourisme. Elle gaffa si vite que de janvier à juillet 1995, c'est le premier ministre Parizeau lui-même qui prit les Affaires culturelles en main. Il fit appel au directeur du Musée de la civilisation du Québec, Roland Arpin, pour l'assister comme sous-ministre par intérim. Avant de devenir directeur général de ce musée, Arpin avait été secrétaire du Conseil du trésor. C'est donc un homme de culture qui sait compter. Il savait que les facilités d'accès du Parc olympique constituent un atout pour maximiser les revenus et réduire les coûts d'un centre des sciences intégré au Biodôme, car je lui avais montré nos étendues vacantes quelques années auparavant.

Le 9 mai 1995, un comité ad hoc formé par le nouveau conseil de la RIO (comité où siégeait Bibeau) décida d'abolir mon poste. Je quittai la RIO vingt jours plus tard, après avoir consacré 19 500 heures à l'avenir du Parc olympique. Le 14 mai, Pierre Bibeau fut informé que son contrat ne serait pas renouvelé à son échéance, en novembre 1995. Il quitta son poste un mois après moi.

Un mois après que j'eus entrepris la rédaction du présent ouvrage, en juin 1995, Roland Arpin m'appela chez moi pour m'apprendre que le ministre des Affaires culturelles par intérim, le premier ministre Parizeau, souhaitait implanter le musée des sciences au Parc olympique.

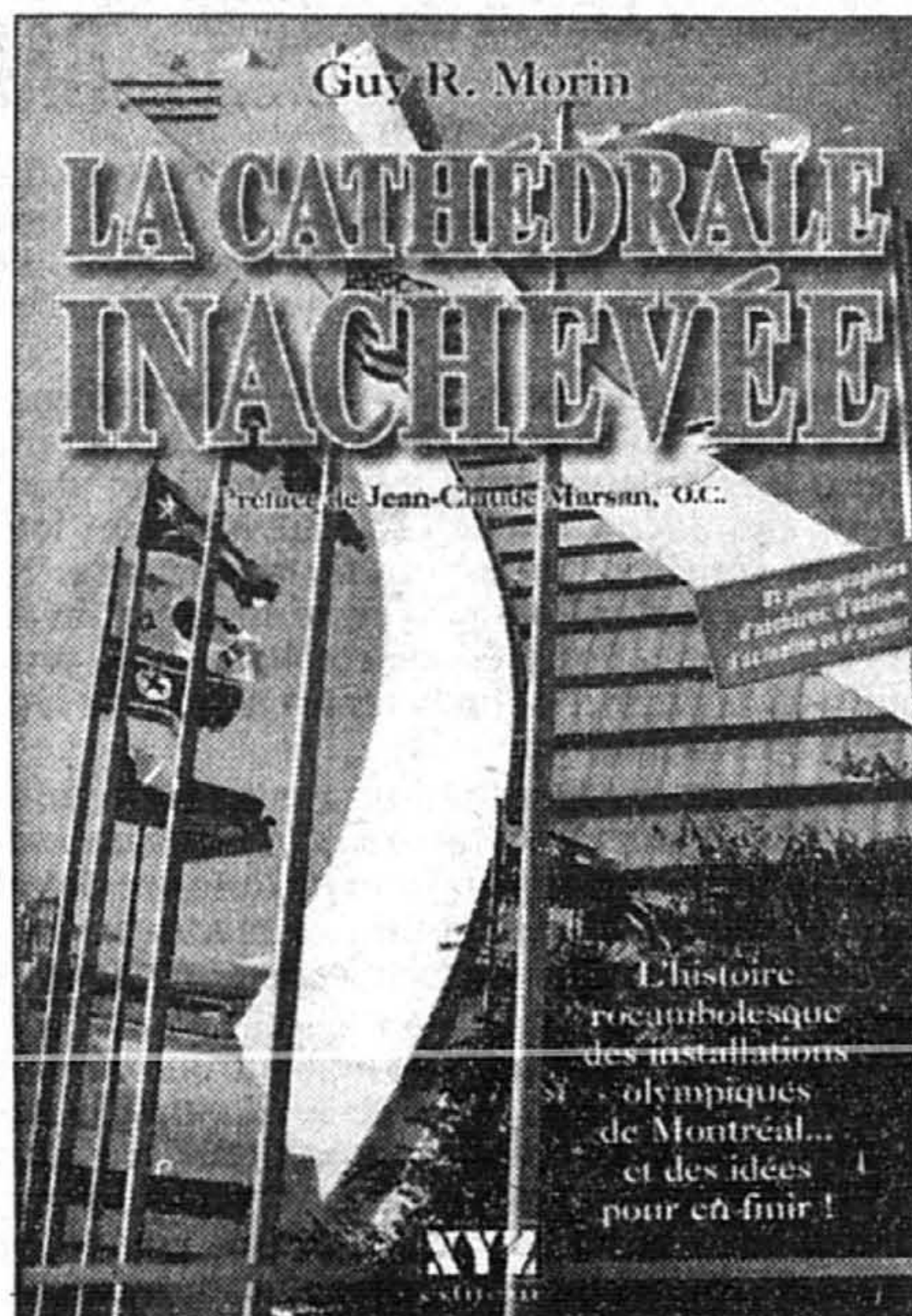
Arpin se montrait sceptique à l'égard du « musée éclaté » de Lamarre. Il me dit qu'une décision serait prise prochainement. Le 4 août, *La Presse* titra à la une : « Le Musée des sciences au stade ». Jacques Parizeau consacra le reste de son temps au référendum, qu'il perdit de peu le 30 octobre 1995. Il annonça sa démission le lendemain et quitta ses fonctions à la fin de janvier 1996. Son successeur, Lucien Bouchard, forma son cabinet le 29 janvier et nomma Serge Ménard, comme ministre d'État à la Métropole et neuvième responsable de la RIO.

Personne à la RIO ne pleura le départ de Dionne-Marsolais et vous comprendrez pourquoi en apprenant l'histoire de son coûteux passage.

De la toiture d'acier au « Ritadôme »

Les problèmes liés à la mobilité du toit du stade justifiaient amplement une toiture fixe à laquelle les Expos avaient en outre donné leur accord, comme on l'a vu précédemment. De plus, la Ligue nationale de baseball s'était montrée coopérative en raccourcissant la durée des séjours à domicile en 1995 pour faciliter certaines phases des travaux d'installation de la nouvelle toiture qui devaient être concentrés de mai à novembre de façon à ne pas nuire aux grands salons débutant en janvier 1996.

Cette logistique avait été administrée par



la RIO qui avait décidé d'assumer elle-même la gestion du projet de toit fixe pour ne plus être à la merci d'un groupe d'experts particulier, écartant par conséquent SNC-Lavalin du projet. Le 18 août 1994, un comité de validation technique de la RIO avait donné son accord pour l'exécution des travaux d'ingénierie et des dessins d'atelier de la structure d'un toit en acier suspendu à la tour du stade, suite aux études et travaux préparatoires réalisés depuis 17 mois au coût de 13,5 millions, depuis l'autorisation donnée par le gouvernement Bourassa le 5 mai 1993.

Dans le cadre de l'échéancier décrit plus haut, la RIO venait d'engager près de 20 millions de dollars 3,6 millions octroyés à Simard & Beaudry pour le démantèlement de la toiture existante et 16 millions à Dominion Bridge pour la fabrication et l'installation de la charpente du nouveau toit peu avant la formation du nouveau gouvernement Parizeau.

La huitième ministre responsable de la RIO n'essaya même pas de comprendre les tenants et aboutissants du cheminement critique qui avait débuté deux ans et demi plus tôt et, brutalement, le 13 octobre 1994, elle décida d'interrompre durant un mois la suite du processus de remplacement de la toiture du stade.

À partir du moment où fut annoncée la décision de suspendre les travaux de la toiture du stade, la démarche adoptée fut la rationalisation de cette décision politique arbitraire. Moins d'une semaine plus tard, le 19 octobre, la RIO confia un premier mandat à la firme Nicolet, Chartrand et Knoll Itée (NCK) afin « de préciser la durée de vie de la toile de Kevlar et d'évaluer les implications financières du report d'un an de la construction d'une nouvelle toiture ».

Le 1^{er} novembre, la ministre responsable

de la RIO demanda une contre-expertise à cette même firme sur le projet de toit rigide et suspendit le processus d'appels d'offres pour les travaux à venir. Le 24 novembre, le rapport sur « les risques de la toiture et les genres d'interventions souhaitables » était déjà prêt ! On y estimait les coûts d'abandon du projet de nouvelle toiture à 17,5 millions, mais le consortium Janin-SM, menacé directement par l'arrêt des travaux, les estimait à 23,5 millions, ce qui représentait un écart de 40 %, sans tenir compte des 13,5 millions dépensés jusque-là.

Le même jour, trois des six administrateurs de la RIO remirent leur démission, à la demande de Dionne-Marsolais à Pierre Bibeau qui ne chercha pas à lui déplaire, dans l'espoir de conserver son poste !

Seul Ted Berthiaume lui résista, au nom du sport ! Le 25 novembre, la ministre annonça que les travaux relatifs à la nouvelle toiture seraient suspendus pour une période de neuf à douze mois. Cinq jours plus tard, le gouvernement annonça la nomination de trois nouveaux administrateurs : Benoît Michel, ingénieur, André Godbout, comptable et Michèle Poirier, consultante et amie de la ministre. À la première réunion du nouveau conseil, le 24 janvier 1995, les administrateurs en confieront la vice-présidence à Benoît Michel qui prit rapidement en main le dossier de la toiture du stade. Pierre Bibeau était piégé !

Bibeau s'en va

Le 16 juin, peu avant le départ de Bibeau, Dionne-Marsolais scinda le poste de président-directeur général de la RIO et le gouvernement nomma Benoît Michel président par intérim, à temps partiel. Le vice-président à l'administration, Jean-Pierre Payette, assumait la direction générale par intérim. Ce double intérim prendra fin avec la nomination d'André Tétrault comme huitième président de la RIO, le 3 juillet 1996.

Toute l'année 1995, de nombreux mandats se succédèrent à travers une série de connivences destinées à justifier a fortiori les décisions ministérielles du 13 octobre et du 25 novembre 1994.

En fait, Dionne-Marsolais, ne voulant manifestement rien savoir des raisons qui avaient motivé la RIO à rechercher des solutions plus sûres et des fournisseurs plus fiables, s'accrocha aux dires de Bernard Lamarre qui prétendait que ses experts étaient « à deux doigts de la solution », permettant ainsi de sauvegarder le toit rétractable. Voilà qui explique les bonnes intentions de Lamarre pour le choix des anciennes usines Angus comme emplacement pour une partie du musée des sciences, et les objections de la ministre quant au projet de centre des sciences au Parc olympique, qui allait à l'encontre du principal projet de l'influent ingénieur au Vieux-Port.

Aussi ambitieuse qu'inexpérimentée, Dionne-Marsolais but ce petit lait sans se douter qu'elle venait d'ouvrir une boîte de Pandore ! (...)

Gérald Godin : homme d'action et de parole



Mathieu Perreault

TROIS-RIVIÈRES

Mercrédien dernier au congrès de l'ACFAS, Gérald Godin a été scruté sous toutes ses coutures : à la fois poète, journaliste et politicien à l'écoute des citoyens, l'homme qui s'éteignait le 12 octobre 1994 s'est manifesté de nouveau l'espace d'une journée dans sa ville natale, le temps d'un colloque où prenaient la parole son frère et certains de ses collaborateurs et amis.

Si la plupart se sont gardés de politiser l'événement, son ancien attaché de presse, Arnaldo Vieira, a tout de même échappé que « jamais il n'aurait eu les commentaires qu'a fait M. Parizeau au sujet des immigrants, après leur référendum ».

Poète qui se servait de ses dons littéraires pour convaincre ses interlocuteurs, ses paroles avaient un charme dont il était bien conscient.

« Il avait le don d'établir une relation chaleureuse, même avec ceux dont le séparaient certaines idées », s'est rappelé Régis Vigneau, qui était sous-ministre adjoint au moment de son passage au ministère de l'Immigration, entre 1980 et 1985. « Il avait d'excellents contacts avec des leaders anglophones, et parlait bien l'anglais, ce qui n'était pas le fait de tous les ministres, à l'époque. Dans l'Ouest canadien, Godin savait présenter une version réaliste du programme du PQ, sans avoir l'air d'un extrémiste. »

Très rares sont les anglophones ou allophones conservant de Gérald Godin un mauvais souvenir, a noté Marvin Hershorn, professeur au collège Dawson. « Pour un péquiste, il a établi des relations supérieures avec ces communautés. Il insistait pour que tous les citoyens puissent recevoir des services dans leur langue, particulièrement les plus vieux, qui ont plus de difficulté avec le français. En 1984, il avait organisé un colloque sur la communauté juive montréalaise, qui avait été qualifié d'« innovateur » par le Congrès juif. Malgré une blessure à l'oeil, il avait écrit un texte de clôture, ce qui avait ému tout le monde. »

Champion du contact avec les communautés culturelles, il n'a jamais érigé en idéologie ses nombreux contacts dans les communautés grecque ou italienne. « Contrairement à ce que beaucoup pensent, il n'avait pas besoin du vote ethnique pour se faire élire

dans Mercier », a relevé M. Vieira, qui préside maintenant le Conseil des relations interculturelles. « Il le laissait croire, pour que ceux qui l'appuyaient se sentent valorisés. »

La politique de « convergence culturelle » n'était pas de son cru, a souligné Régis Vigneau, maintenant chez Montréal International. « Il n'a rien eu à voir là-dessus, c'était plutôt l'oeuvre de Guy Rocher, Fernand Dumont, Camille Laurin, et Jacques-Yvan Morin, entre autres. Contrairement à son prédécesseur, Jacques Couture, il ne « trippait » pas sur les réfugiés. »

L'immigration économique

Godin reconnaissait l'importance de l'apport des immigrants au Québec, mais il considérait qu'il y aurait moins de tension entre les communautés si tout le monde trouvait du travail. En même temps, il s'est beaucoup impliqué pour les Polonais, les Salvadoriens, au cas par cas. Notre cauchemar le lundi, c'était de le voir arriver avec un tas de petits papiers dans ses poches, correspondant à autant de cas individuels. Godin ne se laissait jamais avoir par les politiques. »

Entre 1980 et 1985, selon les chiffres de M. Vigneau, le nombre d'immigrants a diminué de 22 500 à 14 000, et celui des réfugiés de 8 000 à 1 800. En même temps, celui des immigrants reçus comme entrepreneurs grimpa de 186 à 1 179, puis à 1 620 en 1986. « L'humanisme de Godin se doublait d'un sens des affaires sûrement hérité de son passage à Québec-Press, où il a bien dû se

débrouiller avec les bilans, a soutenu M. Vigneau. En repassant tous les discours de Godin, j'ai bien vu qu'il voulait augmenter l'immigration économique. Son but, ce n'était pas d'en recevoir le maximum, mais plutôt de s'assurer de la possibilité pour eux de s'intégrer à la société francophone par le travail. »

Selon M. Vieira, le ministre n'était pas très à l'aise avec la convergence culturelle. « C'était comme si une culture dominait l'autre, alors qu'il considérait plutôt que les immigrants avaient une richesse supplémentaire à cause de leur double expérience de vie. »

Les relations avec Lévesque

Gérald Godin a dû patienter quatre ans avant d'obtenir un ministère, ses relations avec René Lévesque n'étant pas des meilleures.

Des conférenciers ont même évoqué qu'il avait invité à souper Judith Jasmin, grande amie de l'ancien premier ministre et du poète, pour que son chef vienne chez lui et établisse des ponts. « Peut-être que leurs relations étaient difficiles à cause de Québec-Press, que le PQ n'avait pas soutenu malgré qu'il était social-démocrate, a avancé M. Vieira. Ou alors, que Gérald était trop associé à la gauche, à la gang de Montréal-Centre. Une chose est sûre, le fait d'avoir été tous deux journalistes leur donnait les mêmes armes. Ils me semblaient qu'ils avaient tous deux un style brouillon, un même usage du charme. Je situe le tournant au moment où René Lévesque lui a confié le dossier des assouplissements de la



Gérald Godin

loi 101, vers 1982-83. Après, les deux hommes se respectaient. »

La mort de Québec-Press n'a pas rendu le journaliste amer, au point qu'il participait aux réunions du *Jour*. « Gérald a fait de gros efforts de médiation entre les radicaux et les modérés du *Jour* », a affirmé Louis Fournier, maintenant directeur des communications à la FTQ. « Des compromis, il savait qu'il en fallait, comme en politique. Mais jusqu'à sa mort, il a rêvé de relancer un journal indépendant de ce type. »

Pour la première fois depuis le décès, Guy Godin a pris la parole à propos de son frère aîné, alors que Pauline Julien et sa fille Pascale Galipeau ont préféré écouter les conférenciers.

Plus

ÉLECTIONS EN FRANCE

L'extrême droite veut faire gagner... la gauche!



Louis-Bernard Robitaille

collaboration spéciale
PARIS

Pour ceux qui auraient encore l'espoir de saisir la politique française au travers de quelques schémas relativement simples et compréhensibles, voici de quoi les replonger définitivement dans la perplexité. Jean-Marie Le Pen, leader du Front national, appelle purement et simplement ses électeurs, au second tour, à voter pour la gauche et à faire élire une majorité socialiste.

Bien que le chef de l'extrême droite française ait déjà réservé des surprises analogues à ses troupes, il avait rarement été aussi clair dans ses consignes. Il y a un mois, il annonçait qu'il allait demander à son électeur — au cas où il n'y aurait pas de candidat FN survivant au second tour — de voter contre les députés sortants, par définition « pourris ». Comme il y a, sur 555 sortants, 480 députés de droite, le message était passablement clair.

Mardi soir, interviewé en direct au téléjournal, Le Pen était encore plus clair : « Là où nos candidats auront été éliminés, a-t-il dit, j'appellerai à faire battre les candidats de droite. » Voilà donc le président du Front national à souhaiter et soutenir la formation d'un gouvernement socialiste, avec participation de ministres communistes! Raison principale invoquée par M. Le Pen : « M. Jospin est moins hystériquement européiste que MM. Chirac et Juppé, qui veulent dissoudre la France dans une fédération de régions... »

On se doute bien que Jean-Marie Le Pen n'est pas devenu au cours des derniers mois un homme

de gauche et que, si par un incroyable hasard la gauche passait de justesse et formait un gouvernement grâce à des élections triangulaires où le FN aurait délibérément fait battre les candidats de droite, l'extrême droite s'en donnerait à cœur joie contre les « collectivistes ». Mais le fait demeure — et cela relativise pas mal de choses : pour cette élection, le chef du FN choisit la gauche.

Des alliés disparates

Si cette étrange alliance a de quoi surprendre un observateur lointain de la politique française — et pas seulement de distingués marxistes, qui auraient ici de quoi perdre leur latin — il faut admettre que la clarté brutale de la consigne a semé un certain trouble au sein même du FN.

Qu'on renvoie dos à dos gauche et droite traditionnelles, et du même coup l'« establishment », c'est dans la plus pure tradition de l'extrême droite. Mais pas de souhaiter l'arrivée au gouvernement de ministres communistes. Même si Le Pen s'empresse d'ajouter avec un aplomb parfait : « Je le dis d'autant plus franchement que je n'ai

jamais été suspect de complaisance envers les crimes du communisme ! » Ce qui est en effet indéniable. Et jeudi, pour être bien certain que les médias répercutent ses propos, il déclarait dans une autre interview : « L'Europe des länders où vont se dissoudre nos grandes nations est tout simplement la réalisation du projet d'Adolf Hitler ! » On n'en est pas à une provocation près.

Toutes ces énormités un peu confuses n'enlèvent rien au fait que M. Le Pen est bien un homme d'extrême droite, pas trop porté sur la démocratie, propagateur de racisme et de violence et partisan de la peine de mort. Il est par ailleurs entouré, dans beaucoup de cas, de fascistes patentés, vieux extrémistes « traditionnels », anciens activistes de l'Al-

gérie française, nostalgiques de Franco, Mussolini, parfois Hitler.

À peu près en même temps qu'il annonçait son soutien à Jospin, il lâchait avec bonhomie : « Si l'on faisait de vraies enquêtes sur les



Aujourd'hui, à 70 ans, Jean-Marie Le Pen sait qu'il n'arrivera jamais à un poste ministériel ni même à un siège de député...

marchés publics, 90 % des hommes politiques seraient aujourd'hui en prison. Sous l'Ancien régime, on les pendait haut et court. Ce n'était pas une plus mauvaise idée... »

Mais ces propos incendiaires n'empêchent pas, d'une certaine manière, Le Pen d'être ce que l'ancien premier ministre Raymond Barre qualifiait devant nous d'« homme de la IV^e République ».

C'est-à-dire un politicien qui a d'autant plus fait carrière dans la violence verbale que son désir secret le plus fort était... de faire carrière tout court au sein du Parlement et de l'État.

Le Pen n'est pas candidat

Depuis sa spectaculaire percée du début des années 80, le Front national n'a d'autre objectif que, banalement, forcer la droite à l'accepter et à lui distribuer des postes ministériels. Cela n'exclut pas que le Front national ait un programme politique et quelques objectifs inquiétants. « Mais, ajoutait M. Barre, le désir de respectabilité de Le Pen est plus fort que tout. » Bref, son

extrémisme aurait été une méthode pour élargir son influence avant même d'être un véritable programme politique.

Mais aujourd'hui, à 70 ans, Jean-Marie Le Pen sait qu'il n'arrivera jamais à un poste ministériel ni même à un siège de député (il faudrait pour cela qu'on rétablisse le scrutin à la proportionnelle, ce qui est pour l'instant exclu par Chirac).

Cette fin de carrière morose explique en partie pourquoi le leader du FN ne se présente pas cette année dans une circonscription : aucune n'est vraiment sûre pour lui, alors qu'au contraire son second et rival, Bruno Mégret, garde des chances raisonnables de passer dans la circonscription de Vitrolles-Marignane, où les deux mairies sont déjà d'extrême droite. Mais du coup, n'espérant plus rien au chapitre des honneurs républicains, Le Pen est passé à celui de la vengeance. Et, assez loin de toute considération idéologique, c'est bien la droite qu'il entend punir pour lui avoir refusé le partage des postes.

D'où ses appels à la défaite de la droite qui plongent les autres dirigeants FN — Mégret pour commencer — dans la consternation, eux qui jouent plus ouvertement la carte de la respectabilité, et comptent bien un des ces jours prochains être invités au partage du pouvoir.

Les provocations de Le Pen les embarrassent d'autant plus que, sur le plan électoral et local, elles ont une efficacité limitée. Le FN sera en effet meurtrier pour les candidats de droite, mais seulement là où ils auront les 17-18 % de voies nécessaires pour se maintenir au second tour. Là où ils seront éliminés, on sait que l'électorat lepéniste ne suit pas du tout les consignes de son chef et se disperse dans toutes les directions : 40-50 % à droite, 15-20 % à gauche, le reste dans l'abstention. Ce qui reste vrai, c'est que si, sur le plan national, le FN dépasse en moyenne les 15-16 %, il peut y avoir mécaniquement assez de batailles triangulaires pour faire gagner de justesse... la gauche socialo-communiste !

ÉLECTIONS EN IRAN

Les Iraniens s'apprêtent à gifler les ultraconservateurs

FRED A. REED
collaboration spéciale

Spécialiste du Moyen-Orient, l'auteur a publié *Persian Postcards: Iran after Khomeini* et *Salonica Terminus, Travels into the Balkan Nightmare*, chez Talonbooks.

Les Iraniens s'apprêtent à administrer une gifle magistrale à l'establishment clérical qui dirige la République islamique depuis le renversement du chah en 1979. Plusieurs indices portent à croire qu'un candidat de l'opposition battrait M. Ali Akbar Nateq-Nouri, le favori des mollahs ultra-conservateurs au pouvoir, lors des élections présidentielles qui se tiendront le 22 mai.

Même si le candidat contestataire, M. Seyyed Mohammad Khatami, ne l'emporte pas aux urnes, il aura déjà remporté une victoire de taille. Pour la première fois depuis la fondation de la République islamique, des questions autrefois interdites comme les droits de la personne, l'égalité économique, la censure, le droit à la vie privée et la liberté d'opinion sont débattues sur la place publique.

Chose presque impensable il y a quelques mois, on s'interroge à haute voix sur l'emploi, la jeunesse (55 % des Iraniens ont moins de 15 ans), et la culture.

Autre signe d'un climat politique en mutation : le philosophe et dissident M. Abdolkarim Sorouch est rentré en Iran il y a quelques jours.

La campagne a déjà connu des rebondissements inattendus. Quand M. Khatami, ministre de la Culture et de la Conduite islamique pendant les années 80, est devenu porte-étendard d'une coalition hétéroclite de clercs radicaux (Rohaniyoun), d'étudiants et d'intellectuels, on lui accordait peu de chances contre son puissant rival. Mais il y a quelques semaines, le Kargozoran, un regroupement de hauts fonctionnaires, s'est joint à la coalition, donnant à sa candidature une toute nouvelle envergure. Dans la capitale, plusieurs y voient la main du président sortant, M. Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, qui voudrait en découdre avec ceux qui, depuis trois ans, bloqué ses initiatives de modernisation.

Dans la jeune cinquantaine, M.

Khatami jouit non seulement d'une réputation d'homme intègre, mais aussi d'ami de la culture. C'est grâce à lui, se plaît-on à répéter à Téhéran, que le nouveau cinéma iranien a pris son formidable élan avec les Makhmalbaf, Kiarostami, Panahi et autres. C'est sous sa gouverne aux affaires culturelles qu'un grand nombre de revues plus ou moins contestataires furent fondées et diffusées. La plupart ont disparu dans le sillage de la répression menée au nom d'une « pureté islamique » factice qui l'a contraint à remettre sa démission en 1992.

Une gifle pour Khamene'i

L'émergence de M. Khatami, que les sondages donnent actuellement gagnant, a de quoi déplaire souverainement au « Guide suprême », M. Ali Khamene'i. Selon M. Mohammad Ja'afar, politologue à Téhéran, la présence d'un tel candidat provenant de l'opposition islamique constitue une défaite personnelle pour M. Khamene'i, largement considéré comme le chef de file des ultraconservateurs (Rohaniyat).

Ainsi, l'orthodoxie dominante qui relie libéralisme économique et despotisme politique risquerait d'être battue en brèche par un candidat qui prône précisément le contraire. Tel résultat porterait, on s'en doute, une grave atteinte au prestige de M. Khamene'i, dont les fonctions d'autorité suprême en matière de religion sont censées le situer au-dessus de la mêlée. Mais les mauvaises langues de plus en

plus déliées l'identifient comme le maître d'œuvre de la « stratégie Nateq » et le défenseur des forces occultes, notamment les milices ultra-intégristes comme l'Ansar-e Hézbollah, qui agissent et intimident avec une si belle impunité.

Pendant ce temps, M. Nateq-Nouri, celui que l'on donnait facilement gagnant il y a à peine trois mois, voit ses appuis s'effriter à vu d'œil. Après s'être comporté presque comme s'il occupait déjà le palais présidentiel, il multiplie désormais des initiatives qui trahissent l'inquiétude, voire la panique.

Libérer l'économie

N'est pas successeur de M. Hachemi Rafsandjani qui veut. Avec le temps, de plus en plus d'Iraniens se sont rendu compte que M. Nateq-Nouri ne possédait pas les qualifications requises pour diriger l'État islamique. On le soupçonne de vouloir procéder rapidement, avec la bénédiction des grands marchands du Bazar, à la libéralisation à outrance de l'économie et à l'ouverture sans ambages à l'Occident, y compris le « Grand Satan », les États-Unis. Bref, le modèle néolibéral servi à la sauce islamique.

Déjà, au mois de décembre, M. Hadi Khamene'i, frère du Guide et l'un des plus influents « radicaux » nous expliqua : « Ce que Nateq veut, ce n'est rien de moins que la privatisation totale de l'économie iranienne. Ça, bien entendu, il le cache soigneusement au peuple. Nous l'avons mis en garde : la confusion économique qui en résulte-

rait si le gouvernement n'exerce pas une surveillance serrée des marchés créerait à très brève échéance de la dépendance économique. Cette dépendance économique mènera tout d'abord à la dépendance politique et culturelle, ensuite au chaos. »

Depuis, le chat est sorti du sac, et les Iraniens, toujours très sensibles à la justice sociale, et peu acquis aux vertus du « tout marché » commencent à voir en M. Nateq-Nouri un politicien en turban de peu d'envergure, pendant que M. Khatami prend des allures d'un successeur digne de M. Rafsandjani. « Ses appuis sont très larges et très importants », nous a affirmé un ancien rédacteur en chef de l'un des grands quotidiens téhéranais.

Rejointe par téléphone, à Téhéran, Mme Massoumeh Ebtekar, rédactrice en chef de la revue féministe *Farzaneh*, souligne, pour sa part, l'importance du vote féminin. Tous les candidats ont bien compris, après les élections législatives de 1996, où plusieurs candidates ont battu des mollahs, que la présence des femmes sur la scène politique en Iran est devenue incontournable, explique-t-elle. « Sans s'engager formellement, M. Khatami a bien laissé entendre qu'il nommera des femmes à son conseil de ministres, tout en précisant que ce n'est pas le sexe de la personne qui tranchera, mais plutôt ses qualités. »

Plus

Comme si le ROC voulait refaire le référendum!



Gérald LeBlanc

M ercredi soir, le réseau CBC a diffusé à travers le Canada deux heures de débat sur « l'unité nationale », un euphémisme pour désigner le « problème du Québec ».

Jeudi matin, le *Ottawa Citizen*, le quotidien de la capitale, consacrait presque toute sa première page et la moitié de son premier cahier à un sondage faisant la promotion de la partition dans un éventuel Québec souverain. (On est revenu à la charge hier pour justifier l'usage de la force pour imposer la partition du Québec.)

Le *Toronto Star*, le plus grand quotidien au pays, consacrait, jeudi, sa manchette électorale de la une au pourcentage requis pour une victoire souverainiste.

Le *Maclean's*, le magazine national d'affaires publiques, joue, cette semaine, en page couverture et dans son dossier électorale, le pavé de Jacques Parizeau dans la mare souverainiste. « Une campagne moribonde, y lison, s'est soudainement trouvée un enjeu — l'unité nationale — qui pourrait résonner jusqu'au 2 juin. »

C'est comme si le ROC (Rest of Canada) était soulagé d'avoir enfin

trouvé un thème transcendant les clochers locaux et régionaux, un message capable de résonner de l'Atlantique au Pacifique. Le problème du Québec vient d'offrir le point de mire commun que ni les fermetures d'hôpitaux ni même les baisses d'impôt n'avaient pu fournir.

C'est comme si le ROC, exclu du référendum de 95, donnait libre cours à sa frustration et sa colère de n'avoir pas été invité au party de démembrement du pays. Un référendum à retardement!

À moins que le ROC, ne se fiant plus aux assurances de l'oncle Jean, se prépare au prochain référendum, qu'on tient pour prochain et pour défavorable au Canada. Un référendum anticipé!

C'est en même temps ironique de voir le ROC se précipiter sur l'unité nationale après nous avoir supplié depuis des lustres d'écarter cette pénible plaie de son champ de vision. On peut se demander quelles seront les conséquences de l'adoption du Québec comme point de mire sur les résultats du 2 juin et surtout sur le comportement des partis en présence.

Hier matin, à la conférence de presse quotidienne de CBC, Preston Manning est apparu devant un mur tapissé d'un slogan provocateur: « L'égalité, non la société distincte! »

En brandissant le bâton devant le Québec français, l'Albertain renforce ses appuis dans les deux riches provinces de l'Ouest mais met en danger son essentielle

percée en Ontario, où les partisans de Mike Harris hésitent entre Manning et Charest. En maintenant le cap sur la société distincte, Jean Charest fait sans doute le pari inverse: c'est en Ontario, et peut-être au Québec, non en Alberta et en



C'est comme si le ROC, exclu du référendum de 1995, donnait libre cours à sa frustration et à sa colère de n'avoir pas été invité (ou d'avoir dû s'inviter lui-même à la dernière minute en octobre 1995) au party de démembrement du pays.

Colombie-Britannique, que son parti peut renaître des cendres de 1993.

Le durcissement du ROC profite d'habitude au Bloc québécois, qui y trouve un argument en faveur de

son indispensable présence dans le temple de l'adversaire.

Quant au parti de Jean Chrétien, le « Natural Governing Party » comme on le surnomme au Canada anglais, il a déjà démontré qu'il

pouvait s'adapter au combat pour ou contre la société distincte.

Et rares sont ceux qui prêtent attention à Alexa McDonough, occupée à donner la respiration artificielle à l'État-providence.

Comment votent les Amérindiens?

PIERRE DROUILLY
collaboration spéciale

Le vote des Amérindiens du Québec est mal connu. Aucune enquête électorale ne s'occupe d'une population aussi peu nombreuse, et la seule façon de savoir comment votent les Amérindiens est d'examiner les résultats électoraux dans les réserves indiennes et les villages nordiques. Ceux-ci regroupent environ trois quarts de la population d'origine amérindienne, et 83 % des Amérindiens qui y habitent déclarent une langue amérindienne comme langue maternelle.

La population électorale des réserves indiennes représente environ 20 000 électeurs (excluant les Mohawks qui refusent de participer au processus électoral tant fédéral que provincial). Les Amérindiens, qui ont acquis le droit de vote en 1962 aux élections fédérales et en 1970 aux élections provinciales, sont en règle générale très abstentionnistes. Aux élections provinciales, le taux de participation des réserves indiennes se situe aux alentours de 30-40 %, alors qu'au niveau fédéral il se situe aux alentours de 40-50 %. Une exception: au référendum de 1995, le taux de participation dans les réserves indiennes a atteint 74 %.

Les populations amérindiennes sont défavorisées sur le plan socio-économique, et comme dans toutes les catégories défavorisées de notre société, une part de l'abstention est la conséquence de leurs mauvaises conditions sociales. Mais cela ne peut expliquer entièrement les faibles taux de participation observés régulièrement chez les Amérindiens.

On ne saurait non plus expliquer la faible participation électorale des Amérindiens par des caractéristiques culturelles ou les interpréter comme un « retard » politique de populations ayant accédé depuis peu à la démocratie électorale. Dans d'autres consultations les concernant plus directement (référendums, élections locales, etc.), les Amérindiens votent en grand nombre, atteignant des taux de participation fort élevés

et semblables à ceux de la population québécoise en général.

Le faible taux de participation des Amérindiens traduit un plus faible intérêt pour les enjeux de la politique canadienne ou québécoise et le fait que les électeurs Amérindiens se sentent sans doute moins concernés par celles-ci. Les Amérindiens ont, du point de vue de la participation électorale, des comportements fort semblables à ceux des autres électeurs du Québec: ils participent d'autant plus que les enjeux les concernent. Et les enjeux de la politique des Blancs ne les concernent pas beaucoup.

Les élections fédérales

Les choix partisans des réserves indiennes et des villages nordiques aux élections fédérales ressemblent beaucoup à ceux de l'ensemble du Québec. Certes les Amérindiens ont généralement appuyé majoritairement le Parti libéral, mais ce fut aussi le cas du Québec dans son ensemble, l'appui amérindien n'étant le plus souvent que de quelques points de pourcentage plus élevé que celui du Québec.

Le vote amérindien n'est pas monolithique et il suit les mêmes tendances que le vote de l'ensemble du Québec, compte tenu bien entendu des particularités régionales, sociologiques ou politiques.

Il y a eu une vague créditiste au début des années 60 parmi les Amérindiens, comme dans le reste du Québec, même si elle fut un peu moins forte.

Les Amérindiens du Québec appuient le NPD dans les mêmes proportions que les Québécois. Il y a eu une vague, parmi les Amérindiens, en faveur du Parti conservateur en 1984-1988, même si encore là elle fut moins forte que pour l'ensemble du Québec: dans ce dernier cas d'ailleurs, les Amérindiens « francophones » ont davantage appuyé le Parti conservateur que les Amérindiens « anglophones », reproduisant ainsi le clivage linguistique dans le comportement électoral de l'ensemble du Québec.

Il n'y a pas de spécificité amérindienne dans le comportement élec-

toral au niveau fédéral. Les Amérindiens votent moins souvent que les Québécois, mais quand ils votent, ils votent comme des Québécois.

Les élections provinciales

Le comportement des électeurs Amérindiens aux élections provinciales n'est pas plus monolithique qu'il ne l'est au niveau fédéral, même si en règle générale le Parti libéral obtient d'eux un meilleur appui que de l'ensemble du Québec, et si inversement le Parti québécois obtient parmi eux un appui plus faible.

Les réserves indiennes, qui sont essentiellement situées au Québec dans des régions rurales ou isolées, n'ont pas un comportement électoral tellement plus libéral ou moins péquiste que les circonscriptions dans lesquelles elles se trouvent.

Le Parti québécois a connu, de 1970 à 1981, une progression constante de ses appuis parmi les Amérindiens, tout comme dans l'ensemble du Québec, même si cet appui a toujours été moins fort. Ce mouvement a culminé en 1985, alors que le Parti québécois obtenait un appui beaucoup plus considérable parmi les Amérindiens (47 %) que dans l'ensemble du Québec (39 %), leur appui au Parti québécois étant alors semblable à celui des seuls électeurs francophones!

À partir de 1989, les appuis des Amérindiens au Parti québécois déclinent et retrouvent leur niveau des années 70. L'appui au Parti québécois est toujours plus fort parmi les Amérindiens « francophones » (Abénakis, Attikameks, Hurons, Montagnais) que parmi les Amérindiens « anglophones » (Algonquins, Micmacs, Naskapis). De plus, le Parti québécois a déjà obtenu, dans les années 80, des appuis substantiels parmi les Cris (plus de 40 %) et les Inuit (près de 60 %), nations qui ont normalisé leurs rapports avec l'État québécois en signant la Convention de la Baie-James et du Nord québécois.

Les référendums

C'est au cours des référendums que le vote amérindien se polarise contre les souverainistes. En 1980, le OUI n'a obtenu que 16,8 % dans les réserves indiennes; en 1992, le NON à Charlottetown y a obtenu 29,1 %; et en 1995, le OUI y a obtenu 9,6 %. C'est évidemment peu, et moins que ce que le Parti québécois a régulièrement obtenu parmi les Amérindiens.

Les meilleurs scores du OUI en 1980, du NON en 1992 ou du OUI

Élections	PL	PQ	Autres
1970	56	13	32
1973	63	22	15
1976	31	22	47
1981	68	29	4
1985	45	47	8
1989	60	38	2
1994	72	18	9

Infographie La Presse

Élections	PL	PC	NPD	Autres
1962	48	36	1	15
1963	49	24	7	20
1965	46	20	16	18
1968	57	18	10	15
1972	66	18	2	15
1974	59	19	10	12
1979	49	14	6	32
1980	65	11	9	16
1984	46	31	11	11
1988	40	34	25	2
1993	63	15	8	14

Infographie La Presse

en 1995 se retrouvent une fois de plus parmi les Amérindiens les plus proches, par la géographie et l'histoire, des Québécois francophones. Auxquels il faut ajouter, une fois de plus, les Inuit.

C'est néanmoins beaucoup plus que ce que les souverainistes ont obtenu parmi les anglophones ou les allophones du Québec. À titre d'exemple, si les anglophones et les allophones avaient autant appuyé le OUI au référendum de 1995 que les Amérindiens, le OUI aurait gagné avec environ 51 % des voix.

Les électeurs amérindiens ont montré qu'ils sont capables de

nuances (un certain appui au OUI en 1995) et de distinguer les enjeux entre un référendum et une élection (des appuis certains au Parti québécois à certaines élections). Ils démontrent ainsi que leur comportement électoral n'est pas toujours dicté par leur origine ethnique.

Il sera intéressant de voir comment les Amérindiens voteront le 2 juin prochain, et notamment envers le Parti libéral qui semble avoir réservé un enterrement de première classe aux recommandations de la commission royale d'enquête Erasmus-Dussault sur les Premières nations...

Plus

Colombie-Britannique: les réformistes tiennent bon

« La ligne dure face au Québec est un des éléments qui solidifient la base électorale de Preston Manning »

Le PC est mort, dit-on à peu près unanimement ici, où l'image de l'ex-premier-ministre Brian Mulroney donne encore des boutons à ceux qui la contemplent, quatre ans après sa sortie de la vie politique. « La haine à l'égard de Mulroney grandissait plus on avançait vers l'ouest, dit-on. Et ici, c'était le terminus ! »

En conférence de presse, mercredi à Vancouver, le député-ministre de Victoria, David Anderson, a d'ailleurs bien identifié l'ennemi des libéraux. Il n'a parlé que du Reform. « Les réformistes veulent implanter un système de santé de style américain, a dit M. Anderson. Ils veulent privatiser le Régime de retraite du Canada, ils ne croient pas au gouvernement... »

Les électeurs de la Colombie-Britannique peuvent d'autant plus se permettre de voter pour les réformistes qu'ils sont « au-dessus de leurs affaires ». Riches et isolés du reste du Canada par la distance, les Rocheuses et, de plus en plus, par la culture, plusieurs d'entre eux imaginent Ottawa, siège de leur gouvernement fédéral, plus loin que Tokyo.

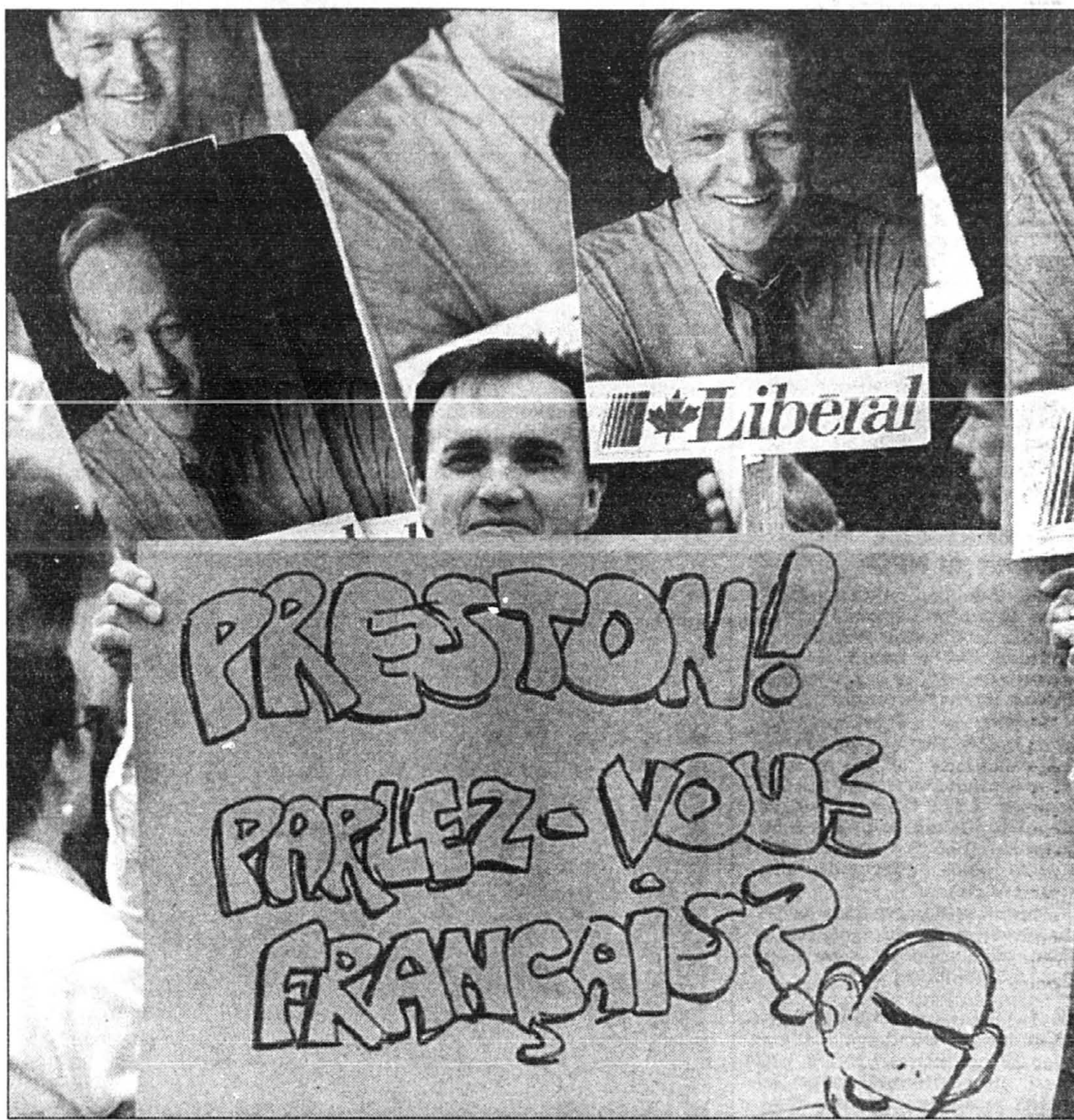
« La Colombie-Britannique n'a pas besoin d'Ottawa, nous dit un ex-politicien provincial qui nous demande de ne pas l'identifier. Nous n'avons pas besoin de son argent — c'est plutôt le contraire. Alors, pour nous, Ottawa a toujours fait partie du problème, pas de la solution. » D'où la propension à voter pour des partis marginaux, comme le Reform. Et la difficulté pour des partis nationaux, comme le Parti libéral, de dénicher de bons candidats.

« La société distincte constitue une des plus grandes tragédies de notre pays, poursuit notre interlocuteur. Ce dont on devrait parler à la place, c'est de changements substantiels à la fédération. Et là, la Colombie-Britannique et le Québec pourraient se rejoindre parce que nous avons plusieurs intérêts communs : entre autres, nous voulons tous deux gérer nos propres affaires. »

La bouée des libéraux : le vote ethnique, de plus en plus important en Colombie-Britannique. Les immigrants hésitent à voter pour le Parti réformiste, un parti qui, en raison de ses positions sur l'immigration, est perçu comme hostile à leur égard. Mais Preston Manning semble avoir reconnu le problème puisque son parti aligne un Raymond Leung, d'origine chinoise, et un Gurmant Grewal, d'origine sikh, dans la région de Vancouver.

Quant au NPD, on dit qu'il doit ses deux sièges à la qualité de ceux qui les ont conservés en 1993 : les vétérans Svend Robinson et Nelson Riis. Et on présume qu'ils seront réélus pour la même raison. Mais encore là, personne ne semble prêt à parier sa chemise là-dessus.

Maureen Covell, politologue de l'université Simon Fraser, dit tout de même sentir une certaine volatilité. « Tout semble flotter, constate-t-elle. Alors s'il n'y a pas de vent, d'ici les élections, tout devrait rester en place. Mais s'il vente... »



La ligne dure de Preston Manning à l'égard du Québec choque beaucoup de francophones québécois. Mais elle lui vaut dans l'Ouest de solides appuis.

Le « bloquiste » de Vancouver-Est

PAUL ROY
VANCOUVER

Gilles Duceppe a un allié à Vancouver. Le type s'appelle Ryan Bigge. Il est candidat indépendant dans Vancouver-Est.

« Ryan Bigge, you mean that Bloc québécois guy ? » nous a demandé la préposée d'Elections Canada, quand nous nous sommes enquis de ses coordonnées.

« Bloc québécois, c'est mon surnom, nous a expliqué le jeune homme de 24 ans. Tous mes amis m'appellent comme ça. Ça date de 1994, quand j'ai commencé à m'intéresser à la politique française (sic). »

Ryan « Bloc québécois » Bigge, qui écrit pour le journal *Ad Busters*, une publication traitant de médias

et d'environnement, ne parle pas français. Mais le message sur son répondeur commence par « Bonjour » et finit par « Bye, or should I say... au revoir ».

Son but ultime est d'ailleurs le même que celui de Gilles Duceppe : l'indépendance du Québec. Mais là où les deux « bloquistes » divergent, c'est quant aux motifs qui les animent : Duceppe veut construire un pays — du moins peut-on le présumer — ; Bigge, lui, veut débarrasser le sien (le Canada) du Québec. « Je suis tanné des référendums, tanné de toute cette histoire, alors je me dis : Prenons le taureau par les cornes. »

Il dit d'ailleurs compter sur le sentiment anti-français dans sa circonscription pour récolter des votes. « C'est à cette clientèle que je m'adresse », admet-il.

Élections Canada ne lui facilite cependant pas la tâche en lui refusant d'inscrire son surnom de

« Bloc québécois » sur le bulletin de vote. Qu'à cela ne tienne, il dit vouloir demander une injonction. « Il n'y rien dans la loi électorale qui m'interdit de me présenter sous le nom de Ryan Bloc québécois Bigge ! » proteste-t-il.

Un autre candidat indépendant, dans Prince George-Bulkley Valley, celui-là, a été plus prévoyant. Frederickus Goossen tenait à ce que les électeurs de sa circonscription puissent cocher « aucun de ces choix » (none of the above) sur leur bulletin de vote. Alors il a pris les grands moyens : il a changé de nom. Il s'appelle maintenant Thea Bove Zznoneoff. Or, sur le bulletin de vote, comme le nom précède le prénom, les électeurs vont pouvoir lire « Zznoneoff, Thea Bove » (none of the above).

Simple. M. Zznoneoff, 54 ans, dit qu'il reprendra son ancien nom s'il n'est pas élu le 2 juin.



Paul Roy

VANCOUVER

Ces jours-ci, Clara, 30 ans, pense bien plus à lancer ses bottes de randonnée dans le coffre de sa Nissan et à mettre le cap sur les Rocheuses qu'à suivre le débat politique. « Si je vais voter ? Sans doute, mais je ne peux pas dire que ça m'excite beaucoup. »

Cette consultante en informatique hésite entre les libéraux de Jean Chrétien et les réformistes de Preston Manning. « Les libéraux, pour qu'ils continuent leur lutte contre le déficit ; les réformistes, pour leur position face au Québec. »

La lutte contre le chômage et la pauvreté, au coeur de la campagne néo-démocrate, ne la touche guère. « Le chômage, dit-elle, connais pas. »

Elle est par contre totalement d'accord avec le « no special deal (for Quebec) » de la publicité réformiste. Et elle n'est pas la seule. « La ligne dure (face au Québec) est un des éléments qui alimentent la base électorale du Reform en Colombie-Britannique », nous signale le politologue Philip Resnick. Autre élément à ne pas sous-estimer, ajoute-t-il : « Le désir foncier de ne pas avoir le Bloc québécois comme opposition officielle. »

C'est d'ailleurs ce qui lui fait dire que « pour le moment, tout indique qu'on s'en va vers une répétition de 1993 ». Les réformistes avaient alors pris la plus grosse part du gâteau : 24 des 32 sièges. Les libéraux avaient conservé six sièges et les néo-démocrates s'étaient accrochés aux deux derniers. Cette fois, deux sièges s'ajoutent, portant le total à 34.

« Je ne vois pas les libéraux remporter plus de huit ou neuf sièges et les néo-démocrates plus de trois ou quatre, précise M. Resnick. Et encore, rien n'est sûr. » D'autres sont moins généreux pour ces deux partis et prédisent jusqu'à 25 ou 26 sièges aux réformistes.

Quant aux conservateurs, personne ici ne semble leur accorder la moindre chance. Dans le *Vancouver Sun*, cette semaine, on écrivait en éditorial que Jean Charest a beau avoir remporté les débats, « sa performance a peu de chances de gruger des appuis au Reform, auquel les sondages accordent 41 % des intentions de vote ».

Le même sondage Angus Reid, réalisé la semaine dernière, accordait 34 % des intentions de vote au Parti libéral, 17 % au NPD et 6 % aux PC.



Pierre Gravel

CARLETON

Fernande Landry est bien déçue d'avoir raté le débat des chefs à la télévision, mardi. Pas parce que c'était un temps fort de la campagne électorale, qui la laisse totalement indifférente. Mais à cause de ce qui est arrivé à son idole, Claire Lamarche.

— Vous comprenez, dit-elle pre-

nant sa belle-soeur à témoin, nous autres, on n'écoute jamais quand ça parle de politique à la télévision. Ça fait qu'on savait pas qu'elle serait là. Quand je pense qu'on a manqué ça...

— De toute façon, ajoute la patronne du dépanneur, qui semble bien connaître ces deux clientes, on n'a pas besoin d'un débat pour savoir comment voter. Ici, notre homme, c'est Darryl. C'est le seul qui peut peut-être nous aider parce que c'est un gars de la place.

De l'aide ! Elle est bien placée pour en connaître l'urgence dans une région qui, comme partout ailleurs en Gaspésie, se vide de ses forces vives à cause du chômage (plus de 20 %), voire de la misère qui finit par rattraper les travailleurs saisonniers, qui dépendent surtout du tourisme, de la pêche et de la forêt.

— Depuis que Chrétien a changé la

loi, c'est rendu que je dois faire crédit à des pères de famille qui, au printemps, pendant trois mois, ont même plus droit à l'assurance-chômage ni au BS pour nourrir leurs enfants. J'ai jamais vu une affaire de même. Ça peut pas durer.

Dans ce contexte, on comprend qu'être « un gars de la place » devienne un atout non négligeable dans une circonscription comme Matapédia-Matane qui couvre toute la moitié ouest de la Gaspésie. Et que c'est un rude défi de porter les couleurs de Jean Chrétien face à un conservateur bien enraciné dans son coin de pays et un député du Bloc solidement épaulé par l'organisation péquiste de Matthias Rioux.

« Darryl », c'est Darryl Gray, le candidat conservateur, qui a été député sous Brian Mulroney pendant neuf ans, et ancien maire d'Escuminac, un village voisin où il habite encore. Anglophone, parfaitement

bilingue, on dit qu'il pourrait gruger une partie du vote anglophone concentré aux abords de la Baie-des-Chaleurs où les libéraux, tant fédéraux que provinciaux, ont longtemps régné en maîtres avant d'être noyés par la vague bleue de 1984.

Surtout que, pour toute référence locale, le libéral Robert Boulay ne peut citer que son passé lointain à la radio de Matane avant son départ pour Baie-Comeau, puis Québec. Et Matane, c'est si loin, vu d'ici. « Il ne s'est même pas donné la peine, fait-on remarquer, d'ouvrir un comité dans notre région » comme y ont eu droit Causapscal et Sainte-Anne-des-Monts. Une erreur que n'a pas commise le Bloc qui s'est organisé pour avoir pignon sur rue à Nouvelle, à deux pas de Carleton.

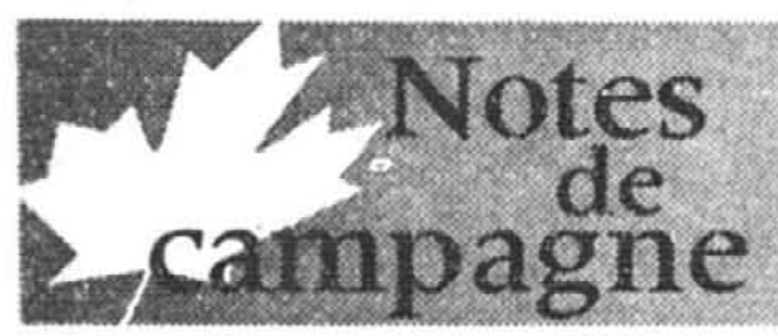
Le député bloquiste sortant, René Canuel, lui, vient d'Amqui, au coeur de la Vallée, à mi-chemin

entre Matane et Matapédia. Il a beau jeu pour citer l'ancien comte voisin, aujourd'hui intégré à Gaspé, comme preuve qu'avoir élu, la dernière fois, un député du parti au pouvoir, Patrick Gagnon, n'a pas atténué le chômage dans la péninsule. Auprès d'électeurs dont les deux tiers ont dit OUI au référendum sur la souveraineté et qui sont confrontés aux mêmes problèmes que tous les autres Gaspésiens, c'est un argument utile... quand on n'aspire qu'à l'opposition !

Reste à voir si ce dernier sera suffisant pour secouer la torpeur d'une campagne qui n'a même pas l'air d'être vraiment commencée ici. Et le cynisme d'une population qui l'entend d'une oreille distraite parce qu'elle n'est plus certaine que la solution à ses problèmes passe par la politique. Une population qui s'intéresse infiniment plus à l'état de santé de Claire Lamarche qu'au contenu du débat des chefs.

Et Claire Lamarche...?

Élections 97



La facture du sénateur

■ Le sénateur libéral Jacques Hébert n'a pas du tout aimé qu'Yves Duhaime l'ait accusé cette semaine d'avoir réclaté dans un restaurant de Mont-Carmel, entre Shawinigan et Cap-de-la-Madeleine, un reçu plus élevé que le prix payé et qu'il ait en outre quitté les lieux sans laisser de pourboire.

M. Hébert a réagi de façon virulente. Il a souligné que, après avoir d'abord cru à une blague, il a dû se rendre à l'évidence « que ce M. Duhaime est un butor ».

Le sénateur, qui affirme avoir été attaqué « au moyen d'un mensonge grossier, énorme et diffamatoire », a souhaité que son accusateur, « s'il est un honnête homme », s'excuse d'avoir rapporté des ragots de commères sans avoir vérifié les faits.

Mais le candidat bloquiste dans le comté de Saint-Maurice en a plutôt remis en déclarant que M. Hébert est la plus criante illustration du parasitisme sénatorial. « Je ne sais pas pourquoi je m'excuserais, a-t-il dit, alors que toute l'opinion publique est fixée sur l'inutilité des sénateurs. »

Des candidates surtout au NPD

■ De tous les partis engagés dans la course électorale actuelle, c'est le Nouveau Parti démocratique qui présente le plus grand nombre (et la proportion la plus élevée) de candidates.

Le NPD est en effet représenté dans les 301 circonscriptions par 107 candidates (35,5 % du total de ses candidats) alors que 84 femmes (27,9 %) portent la bannière libérale et qu'il y a 56 femmes (18,6 %) sur les premières lignes de front du Parti conservateur.

Présent seulement dans les 75 circonscriptions du Québec, le Bloc québécois est représenté par 16 candidates (21,3 %).

Quant au Parti réformiste, qui fait la lutte dans 227 des 301 circonscriptions du Canada, il est avec 23 candidates (10,1 %) le parti proportionnellement le moins représenté par des femmes.

Mais Preston Manning n'a-t-il pas déjà dit qu'il est bien difficile pour des femmes de faire de la politique ?

Mulroney se tient coi

■ Non seulement Brian Mulroney se tient-il loin présentement des tribunes électorales, il refuse catégoriquement de parler publiquement des présentes élections.

L'ancien premier ministre conservateur s'abstient donc de supputer — de sa voix grave — les chances de l'actuel chef conservateur de relancer véritablement son parti sur la scène politique canadienne.

M. Mulroney a même confié cette semaine à Toronto — toujours avec la même voix — qu'il n'avait pas pu suivre à la télévision les débats des chefs.

Mais si M. Mulroney se tient coi sur la campagne électorale actuelle, cela n'empêche pas d'autres personnes de parler de lui. Et ce ne sont généralement pas des conservateurs...

Une réponse courte

■ Un électeur a demandé à Preston Manning au cours d'une visite de ce dernier à Sudbury si un gouvernement réformiste payerait les coûts reliés au changement de sexe d'une personne détenue dans une prison canadienne.

Jamais à court de mots, le chef du Parti réformiste a répondu : « La réponse courte à cette question est non. »

Et il a ajouté : « La réponse longue ne serait probablement pas très différente. »

Charest haut la main !

■ C'est bien Jean Charest qui a remporté les récents débats des chefs à la télévision. Et il l'a fait haut la main, selon les résultats d'un sondage rendu public hier.

Le chef conservateur, indique le sondage commandé par Reuters à la société américaine Zogby Poll, a été désigné gagnant des débats par 43,7 % des personnes interrogées tandis que Jean Chrétien en est sorti vainqueur aux yeux de 13,5 % de ces personnes. Les autres chefs ont été jugés gagnants dans les proportions suivantes : Preston Manning 7,8 %, Alexa McDonough 2,2 % et Gilles Dupeppe 1,3 %.

Le sondage a été effectué mercredi et jeudi au moyen d'entrevues avec 1009 électeurs de tout le Canada. Il comporte une marge d'erreur de 3,2 %.

Jules Béliveau

Chrétien entend faire respecter l'avis de la Cour suprême

Il n'accepterait pas une sécession « illégale » du Québec

GILLES TOUPIN
SAINT-BARNABÉ

Jean Chrétien entend bien prendre tous les moyens à sa disposition pour empêcher qu'il y ait au Québec un autre référendum sur la souveraineté. Il va notamment aider les libéraux provinciaux de Daniel Johnson à gagner les prochaines élections provinciales et il va s'assurer que l'avis de la Cour suprême, s'il conclut à l'illégalité d'une sécession unilatérale du Québec, soit respecté.

« Si la Cour suprême dit que c'est illégal de faire l'indépendance unilatéralement, a dit le chef libéral hier à Saint-Barnabé près de Shawinigan, moi je dis que le devoir du premier ministre, c'est de s'assurer que tout le monde agisse dans la légalité dans le pays. Tout le monde. »

Préparant en quelque sorte ses munitions pour le débat télévisé français de demain soir sur l'unité nationale, le chef du gouvernement s'est dit persuadé qu'il n'aurait sans doute pas besoin d'aller à ces

extrêmes si M. Bouchard continue de parler de référendum. M. Chrétien se dit convaincu que les Québécois veulent entendre parler d'autre chose que de référendum. Selon lui, les « vrais problèmes » sont ceux de l'emploi, de la dette, de l'investissement et des taux d'intérêt.

« Faut arrêter, a-t-il dit. Pour moi, les gens ont eu deux référendums et ils se sont exprimés clairement. Ils ont dit qu'ils voulaient rester au Canada, même avec une question ambiguë. » Le chef libéral

s'est d'ailleurs moqué des déclarations de Gilles Dupeppe qui n'écarterait pas hier la possibilité de plus d'un autre référendum ou la possibilité d'un référendum fédéraliste dans un Québec souverain dans le but de regagner le giron canadien. Visiblement estomaqué, M. Chrétien a répondu : « Vraiment ? On pensait que c'était un deux dans trois, là ça va être un 9 dans 17. Tout ça est un peu ridicule, c'est pourquoi je ne ferai pas d'autres commentaires. »

Le candidat de Saint-Maurice a aussi confié qu'il avait préparé quelques questions pour Jean Charest demain soir. « Moi, a-t-il poursuivi, je pense qu'à la prochaine élection, M. Johnson et les libéraux peuvent gagner, surtout si M. Bouchard parle encore de référendum. Tandis que M. Charest a déjà conclu que M. Johnson va perdre. Lisez son programme. Il dit : il y aura un nouveau référendum. Moi je suis pas sûr qu'il va y en avoir un. Si les gens disent ne plus vouloir

de référendum, ils n'ont qu'à voter libéral au provincial à la prochaine élection. »

M. Chrétien, qui s'est dit un partisan de toujours des libéraux provinciaux au Québec, a dit enfin qu'il allait mobiliser ses ministres québécois lors des prochaines élections provinciales pour venir en aide aux troupes de Daniel Johnson. « Je vais les aider, a-t-il dit. Je vais demander à mes troupes de travailler pour eux. Moi je ne participe pas directement aux élections dans les provinces, mais mes députés sont libres de le faire. »

Le chef libéral a déclaré qu'il passerait la journée d'aujourd'hui et de demain à se préparer pour le débat. De plus, plutôt que de jouer au golf, M. Chrétien a confié qu'il profiterait de son congé pour récupérer les nombreuses heures de sommeil perdues depuis le début de la campagne.

Jean Charest parle anglais à des francos

KATIA GAGNON
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

Les machines électorales les mieux huilées ont parfois leurs grains de sable. Malgré son habileté en matière de relations publiques, le chef conservateur a commis hier un impair de taille en s'adressant presque uniquement en anglais à une petite communauté francophone de l'Île-du-Prince-Édouard.

Une centaine de militants de la « région d'Évangéline », comme on l'appelle en souvenir de l'héroïne acadienne, avaient pourtant fait preuve de patience pour entendre M. Charest leur livrer un discours en français : ils ont en effet dû patienter deux heures parce que l'avion du chef conservateur avait été retardé, en matinée, par une pluie diluvienne et un épais brouillard qui ont cloué l'avion des conservateurs à Halifax.

Dans un discours d'une vingtaine de minutes, M. Charest, visiblement mal informé des réalités locales, n'a prononcé que trois phrases en français, destinées aux médias électroniques du Québec qui suivent sa caravane. « J'ai eu peur qu'il ne dise pas un mot de français. J'aurais été très déçu s'il ne l'avait pas fait », a commenté une militante après le discours.

Le centre communautaire où s'exprimait M. Charest portait pourtant un nom éloquent, la Place du village, et faisait face à la caisse populaire Évangéline. Un peu plus tard, le chef conservateur a semblé prendre conscience du caractère francophone de l'endroit en visitant le collège de l'Acadie, une institution qui conçoit des produits multimédias... en français.

La bataille de Shawinigan à la une du New York Times

Presse Canadienne

À la une de son numéro d'hier, le quotidien *New York Times* dresse un portrait de la lutte électorale serrée qui se déroule dans le comté du premier ministre Jean Chrétien, Saint-Maurice.

Le texte est accompagné d'une photo où l'on y voit deux pancartes électorales, l'une de Jean Chrétien et l'autre de son principal rival, le candidat du Bloc, Yves Duhaime.

Le quotidien note que, bien que le Parti libéral du Canada ait une solide avance dans les intentions de vote à travers le pays, il n'en est pas de même dans le propre comté du premier ministre sortant.

M. Chrétien « doit affronter un opposant coriace et un électoral bougonneur qui reprochent au premier ministre de n'avoir pu résoudre les problèmes économiques importants dans sa propre cour ».

Le journal précise que M. Chrétien, qui se complait dans le titre du « p'tit gars de Shawinigan », a été élu pour la première fois au fédéral en 1963. « Mais cet artifice du citoyen ordinaire pourrait bien commencer à montrer son âge », ajoute le *New York Times*.

Le journal cite les propos de son opposant du Bloc québécois, Yves Duhaime, qui affirme que « ce que les gens veulent maintenant, c'est un gentleman de Shawinigan. »



PHOTO PC

Le premier ministre Chrétien arrive à Ottawa, où il a réuni son Conseil des ministres pour discuter de l'aide à apporter au Manitoba.

Ottawa délie les cordons de sa bourse pour le Manitoba

GILLES TOUPIN
du bureau de La Presse, OTTAWA

Le premier ministre Jean Chrétien a mis la table hier en vue de la visite électorale qu'il entend faire la semaine prochaine dans un Manitoba ravagé par les grandes inondations de la rivière Rouge. Il a annoncé une aide fédérale de 25 millions de dollars aux petites entreprises et aux exploitations agricoles, sous forme d'avances de caisse pouvant aller jusqu'à 5000 \$ pour chaque entreprise ou ferme affectée par la récente catastrophe.

Le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, un Manitobain, responsable de l'état d'urgence dans cette province, a déclaré hier au sortir d'une réunion du cabinet que quelque 1500 fermes et au moins 3000 entreprises font actuellement face à des difficultés exceptionnelles et même, dans certains cas, à la fermeture. On se souviendra que le 1^{er} mai dernier le gouvernement fédéral a déjà fait un versement anticipé de 25 millions de dollars au Manitoba en vertu des Accords d'aide financière aux régions sinistrées (AAFRS).

Les stratèges de la campagne libérale ont beaucoup hésité ces der-

niers jours avant de suggérer au gouvernement une façon de venir en aide au Manitoba, où la popularité du premier ministre a souffert à la suite des inondations. De plus, des parlementaires libéraux du Québec ont mis en garde M. Chrétien de ne pas donner l'impression d'être plus généreux envers le Manitoba qu'il ne l'a été pour le Québec lors des inondations de l'année dernière au Saguenay—Lac-Saint-Jean. M. Axworthy, qui a rencontré des ministres manitobains au cours de la semaine, est à l'origine d'un plan de sauvetage qui irait au-delà des dispositions prévues dans les AAFRS.

Ainsi, le programme de redémarrage annoncé hier ne serait qu'un volet d'un ensemble plus vaste d'initiatives que le gouvernement entend mettre sur pied pour venir en aide aux sinistrés manitobains. L'accord Manitoba-Canada signé le 1^{er} mai dernier vise notamment à mettre sur pied une série de programmes destinés à protéger et à rétablir la base économique de la vallée de la rivière Rouge. On ne sait pas cependant si ces programmes seront rendus publics avant ou après les élections du 2 juin.

Même si M. Axworthy a dit hier que les critères mis de l'avant pour

venir en aide au Manitoba étaient « comparables » à ceux qui ont prévalu lors des inondations québécoises de l'été dernier, le ministre des Affaires étrangères croit qu'il y a des différences entre la situation chez lui et celle du Québec. Au Saguenay, la catastrophe est imputée en partie à l'erreur humaine alors qu'au Manitoba, fait-il ressortir, les inondations sont récurrentes. D'où la nécessité d'investissements importants dans la construction de nouvelles digues permanentes, ce qui n'est pas prévu dans les AAFRS. Le coût de ces digues est évalué à environ 160 millions.

M. Chrétien devait se rendre demain au Manitoba, mais la reprise du débat français en soirée l'a obligé à modifier son itinéraire de campagne. La question pour les libéraux est de savoir quand doivent-ils faire campagne dans cette province et comment doivent-ils le faire. Le premier ministre ne peut se permettre l'erreur stratégique d'ignorer la région et il ne peut non plus y mener une campagne de type traditionnel. Le scénario le plus plausible est celui d'une visite discrète. M. Chrétien se contenterait de rencontres avec les autorités locales et d'incursions rapides dans les régions les plus éprouvées.

Élections 97



Le combat de coqs

ANDRÉ PRATTE

Comme ça, M. Charest serait prêt à compenser le Québec pour l'harmonisation de la TVQ avec la TPS ? Cela veut dire que si les conservateurs sont portés au pouvoir (remarque la grosseur du SI), le nouveau ministre des Finances devra s'asseoir avec ses fonctionnaires pour prendre connaissance du dossier. Le pauvre, il en a pour deux ou trois jours !

Car l'affaire est très complexe. Du moins, elle l'est devenue à mesure que les fonctionnaires des deux côtés pondaient des tableaux et des graphiques pour défendre le point de vue établi par leur ministre respectif, Paul Martin et Bernard Landry.

Le gouvernement libéral, faut-il le rappeler, a conclu l'an dernier une entente avec les provinces de l'Atlantique en vertu de laquelle celles-ci ont fondu leur taxe de vente dans la TPS fédérale. Cette entente a permis au premier ministre Chrétien de dire que la TPS avait été abolie et remplacée par la TVH, la Taxe de vente harmonisée. L'accord revêtait, on le voit, une importance politique considérable pour les libéraux.

Pour que le taux de la TVH arrive à 15 %, les trois provinces ont dû abaisser le niveau de leur taxe de vente. D'où des pertes de revenus substantielles, évaluées par Ottawa à 455 millions par an, soit 22 % de l'ensemble des sommes générées par leurs taxes de vente provinciales. Pour convaincre ses homologues de signer, Paul Martin leur a offert une compensation de près d'un milliard sur quatre ans.

Le gouvernement du Québec, qui avait entrepris d'harmoniser sa taxe de vente avec la TPS dès 1990, a crié à l'injustice. Et réclame depuis, à cor et à cri, une compensation de deux milliards.

Le raisonnement de M. Bernard Landry est le suivant : en harmonisant sa TVQ avec la taxe fédérale, le gouvernement québécois a encouru des coûts considérables. N'ayant pas reçu de compensation à l'époque, il a dû récupérer ces pertes en augmentant les impôts aux entreprises. Aujourd'hui, les provinces maritimes se retrouvent avec le meilleur des deux mondes : une taxe de vente unifiée, de niveau comparable à celle du Québec, et des impôts sur les sociétés plus faibles qu'au Québec.

Le raisonnement de M. Paul Martin est le suivant : les critères établis par Ottawa pour déterminer si une province a droit ou non à une compensation précisent que l'harmonisation doit avoir causé une perte de revenus d'au moins 5 %. Or, non seulement le Québec n'a pas subi de baisses de revenus, au contraire ses revenus de TVQ ont augmenté depuis l'harmonisation.

Il y a des faiblesses dans les deux arguments. Côté Ottawa surtout. À commencer par les fameux critères de compensation. De l'aveu même des fonctionnaires fédéraux, ce 5 % a été établi plutôt arbitrairement.

De toute façon, le ministère québécois des Finances prétend que, même en vertu de cette norme arbitraire, le Québec a droit à une compensation. Car, affirme M. Landry, s'il avait harmonisé sa TVQ avec la TPS en 1990 de la même manière que l'ont fait l'an dernier les Maritimes, Québec aurait perdu 969 millions dès la première année, une chute de près de 20 %. En appliquant à cette somme la formule de compensation conçue par Ottawa, on arrive à deux milliards sur quatre ans.

Le problème, bien sûr, c'est que Québec N'A PAS harmonisé sa TVQ de cette façon. Le ministre des Finances de l'époque, Gérard D. Levesque, a choisi d'y aller par étapes. Or, au fil de ces étapes, le gouvernement s'est sucé le bec. La première année de l'harmonisation partielle, par exemple, les revenus de la taxe de vente ont sursauté de 800 millions. À mesure que nous allions vers l'harmonisation complète, ces revenus ont eu tendance à diminuer. Mais cela permet tout de même à M. Martin de dire que le Québec « a bénéficié de rentrées de taxe considérables » depuis le début de l'harmonisation.

Il reste que, si Québec avait eu accès à une compensation en 1990, il aurait sans doute harmonisé sa TVQ d'un seul coup, sans être obligé d'augmenter le fardeau fiscal imposé aux entreprises. Au-delà des batailles de chiffres et des combats de coqs, il y a l'apparence d'une injustice rétroactive qui devrait être corrigée.

Les libéraux invités à présenter Charest comme un « séparatiste »

KATIA GAGNON
WELLINGTON, Île-du-Prince-Édouard

Le Parti libéral encourage ses candidats à présenter Jean Charest comme « un séparatiste » à la veille du débat en français sur l'unité nationale, où le chef conservateur pourrait faire bonne figure.

En visite à l'Île-du-Prince-Édouard, M. Charest a brandi un extrait de notes internes, destinées aux candidats libéraux, où on leur enjoint de questionner la foi fédéraliste de M. Charest lors de leurs contacts avec les électeurs avant le débat.

« Les Québécois seront intéressés de voir quel Jean Charest viendra au débat. Est-ce que ce sera le Jean Charest qui refuse de parler de société distincte en Alberta ? Est-ce que ce sera Jean Charest le séparatiste, qui met en doute honnêtement les origines des Québécois qui ne sont pas d'accord avec lui ? » écrit-on.

Ces notes ont été envoyées par télécopieur, durant la nuit, aux bureaux des candidats libéraux, mais ces « références malheureuses » ont été corrigées sept heures plus tard,

précise un communiqué officiel du PLC, où on s'est officiellement excusé auprès de M. Charest, en fin d'après-midi. « Nous regrettons cette erreur », indique-t-on, ajoutant que la première version du document ne s'est pas rendue sur le site Internet du PLC.

« Si je comprends bien, ils s'excusent parce qu'ils se sont fait prendre », a rétorqué l'attachée de presse de M. Charest, Rita Mezzanotte, s'exprimant à la place de son chef, qui a refusé de s'adresser aux journalistes.

Ces excuses n'ont cependant pas empêché M. Charest d'exploiter à fond la bourde des libéraux devant ses militants. « S'il commence à dire que Jean Charest est un séparatiste, il est vraiment déconnecté de la réalité », a-t-il lancé. « Le Jean Charest que vous verrez au

débat dimanche soir, c'est le même Jean Charest qui s'est fièrement tenu debout pendant la campagne référendaire en 1995 pour le Canada. C'est celui-là que vous verrez », a-t-il tonné devant une centaine de partisans.



Jean Charest

Et c'est le signe, selon lui, que la campagne des conservateurs est en train de plonger le premier ministre Chrétien dans un état de panique voisin de celui qui a précédé le référendum. « C'est le même premier ministre, qui, quelques semaines avant le référendum, après avoir dit aux Canadiens que tout allait bien, est tombé dans un état de panique totale. Alors maintenant, on sait que notre campagne va bien. Ces lignes de presse révèlent à quel point la panique est prise dans la campagne de Jean Chrétien. »

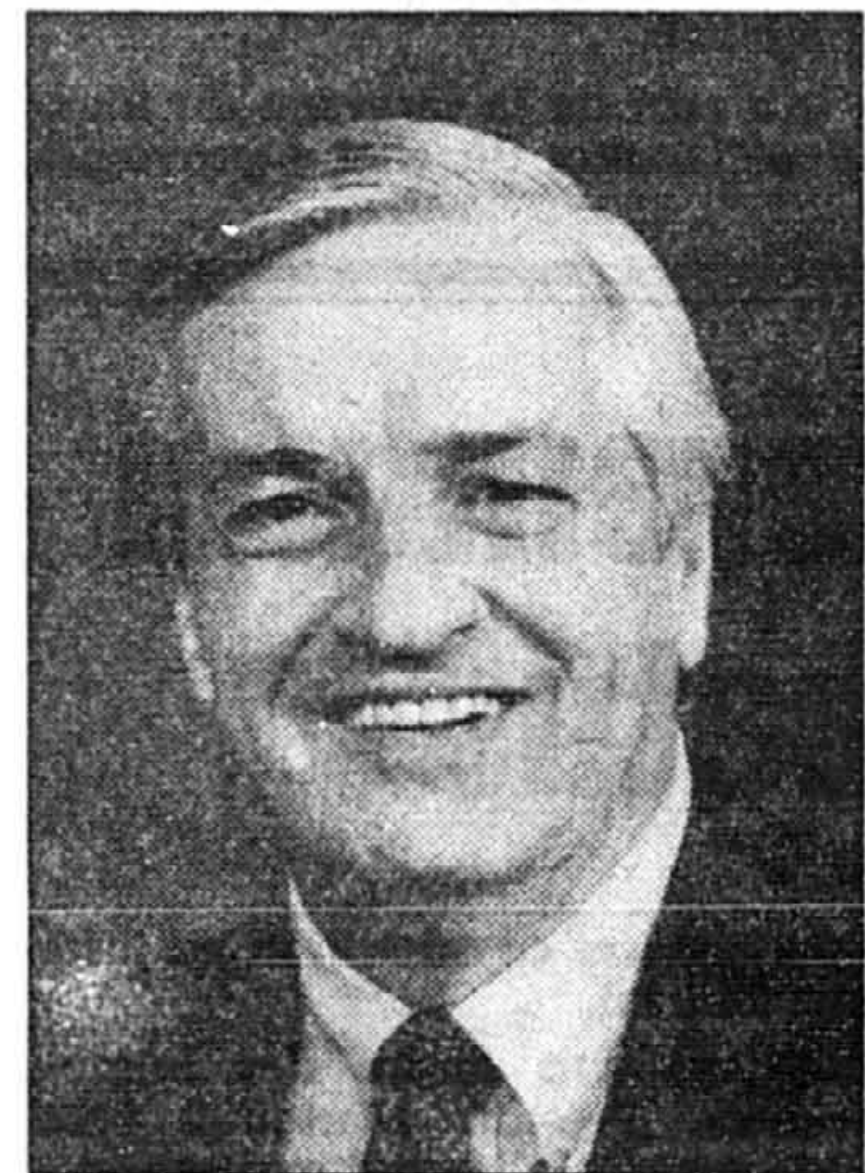
À la suite de la bonne performance du chef conservateur lors

des deux débats, qui commence à se refléter dans les sondages — plus de 40 % des électeurs estiment que Jean Charest a remporté les débats, selon un sondage effectué pour l'agence de presse Reuters, les libéraux ont intensifié leurs attaques, depuis quelques jours, contre le chef conservateur.

Leur site Internet regorge notamment d'allusions à des accointances qu'entreprendrait M. Charest avec les nationalistes québécois. On rappelle notamment le message livré par M. Charest à Chicoutimi, l'associant au « discours de réconciliation » de Brian Mulroney.

Le chef conservateur ne s'est pas gêné pour répliquer. Depuis quelques jours, il consacre invariablement une bonne partie de ses discours à présenter le premier ministre comme un homme déconnecté de la réalité québécoise, qui a été incapable de faire face à la vague souverainiste au dernier référendum. « Le premier ministre reprend ses vieux refrains. Il vous dit, comme il l'a dit au dernier référendum : Souriez, ne vous inquiétez pas, tout va bien. »

« De la grosse ouvrage » pour tout le monde



Jean Corbeil

MICHÈLE QUIMET

« Le but, c'est de rester moins d'une minute par porte. »

Quand Roger Pomerleau, le candidat bloquiste du comté d'Anjou-Rivière-des-Prairies, fait du porte-à-porte, ça passe par là. Il réussit à se taper un immeuble de 60 appartements en moins de trente minutes. Sa méthode est simple : il frappe à une porte, se présente rapidement, refoule son dépliant, demande si la personne « penche de son bord » et, hop ! dans le temps de le dire, il est déjà rendu chez le voisin.

« Ce qui compte, c'est la quantité », explique-t-il sentencieusement. Le jour du scrutin, quand l'électeur voit ton nom, il se rappelle qu'il t'a déjà vu. Des fois, c'est assez pour qu'il vote pour toi. »

La bataille dans Anjou-Rivière-des-Prairies est très serrée et Roger Pomerleau a tout intérêt à pédaler ferme pour quadriller son comté s'il veut rééditer son exploit de 1993 où, porté par la vague bloquiste, il l'a remporté par une mince majorité de 532 voix. Obscur menuisier qui a milité pendant des années pour le Parti québécois et la Société Saint-Jean-Baptiste, il se bat contre deux candidats qui jouissent d'une certaine notoriété.

Dans cette véritable lutte à trois, Roger Pomerleau affronte le con-



Roger Pomerleau

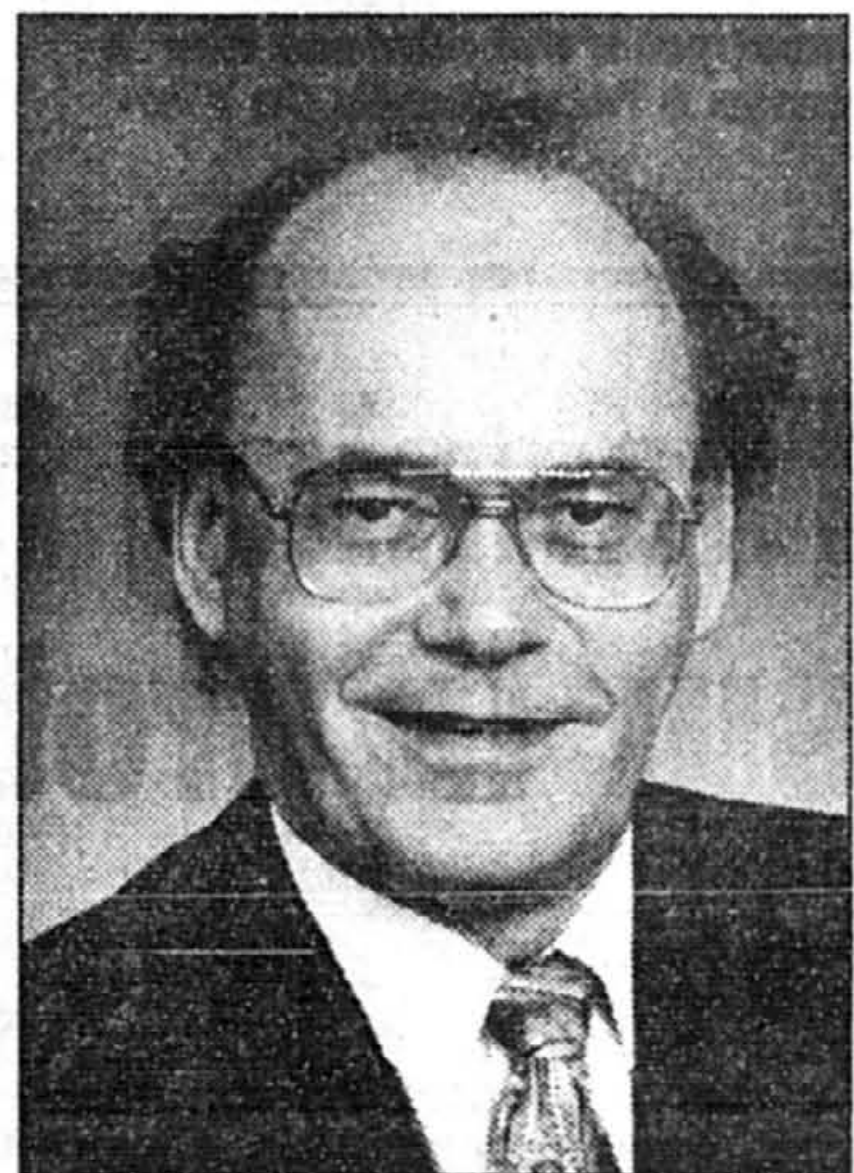
servateur Jean Corbeil, ex-ministre du gouvernement Mulroney et maire de la ville d'Anjou pendant 15 ans, et le libéral Yvon Charbonneau, ex-syndicaliste qui a été à la tête de la très gauchisante CEQ pendant 14 ans et qui vient tout juste de quitter son siège de député à Québec, où il a été élu en 1994, pour se présenter dans Anjou-Rivière-des-Prairies, créant du même coup une certaine confusion chez les électeurs.

Les conservateurs aussi ont du pain sur la planche. Jean Corbeil s'est fait écraser en 1993 dans Anjou-Rivière-des-Prairies, ne récoltant que 12 % des intentions de vote, alors qu'en 1988, il avait gagné avec une confortable majorité de 10 000 voix.

Comme le lui rappelait, cette semaine, un électeur souverainiste, Robert Talbot, au centre commercial Les Galeries d'Anjou : « Vous avez de la grosse ouvrage à faire ! »

Mais Jean Corbeil mise sur le charisme de son chef, Jean Charest, qui séduit beaucoup d'électeurs et gruge l'électorat du Bloc.

De son côté, Yvon Charbonneau doit mettre la main à la pâte s'il veut conquérir le comté. Il fait du porte-à-porte — presque aussi rapidement que Roger Pomerleau — et sillonne les centres commerciaux à la recherche de mains à serrer et d'électeurs à persuader. Mais le tra-



Yvon Charbonneau

vail est bien ingrat : le candidat guilleret doit vaincre les appartements vides et l'indifférence de la population qui, visiblement, a d'autres chats à fouetter que de s'occuper de ces élections hâtives qui tombent du ciel.

Jeudi matin, par exemple, dans une résidence pour personnes âgées de six étages, à peine trois ou quatre personnes ont ouvert leur porte et écouté poliment le petit discours de M. Charbonneau. Bref, beaucoup de boulot, d'étages à monter et à descendre et de portes à franchir pour bien peu de résultats.

Même si la nouvelle carte électorale favorise les bloquistes, augmentant leur majorité de 1000 voix, et que la population est francophone à 68 %, Anjou-Rivière-des-Prairies a donné un appui clair au NON lors du référendum de 1995, récoltant 59,1 % des voix.

Même si Roger Pomerleau est optimiste — « Je vais gagner, dit-il, mais ça va être serré » — il songe à son avenir... au cas où. S'il perd, il veut ouvrir une « école de personnalité » où les gens vont, entre autres, explorer les « pouvoirs du mental ».

Pour l'instant, il a besoin de tout son « mental » pour maintenir Anjou-Rivière-des-Prairies dans le giron bloquiste.

Portrait d'Anjou-Rivière-des-Prairies



Résultats de 1993

POMERLEAU, Roger (BQ)	26 163
BIRON, Normand (PLC)	25 631
CORBEIL, Jean (PC)	7 066
MANDALA, Zamba (NPD)	956
AUTRES	903

Majorité 1993: Bloc québécois 532 voix
Avec la nouvelle carte électorale: majorité bloquiste de 1506 voix

Candidats en 1997

CHARBONNEAU, Yvon (PLC)
CORBEIL, Jean (PC)
LEMAY AMABILI, Élisabeth (NPD)
LE SEIGLE, YVES (Marxiste-Léniniste)
POMERLEAU, Roger (BQ)

Population (%)

Francophones	Non-francophones
67,8	32,2

Référendum 1995 (%)

OUI	NON
40,9	59,1

Infographie La Presse

Les bleus reprennent du terrain

Presse Canadienne
OTTAWA

Deux nouveaux sondages indiquent que les conservateurs pourraient avoir fait certains gains aux dépens des libéraux depuis le début de la campagne électorale.

Ces sondages, qui ont été rendus publics hier par Zogby International et Gallup Canada, démontrent cependant que les libéraux ont encore une confortable avance sur les partis qui font campagne contre eux en prévision des élections du 2 juin.

Le sondage Gallup indique également que le Parti réformiste pourrait avoir repris autant de terrain que les conservateurs.

Le sondage Zogby, qui a été réalisé pour l'Agence de presse Reuter, démontre que la prestation du chef conservateur Jean Charest aux

deux débats télévisés de cette semaine a fait augmenter la popularité de son parti.

Selon le sondage, qui a été mené mercredi et jeudi après les débats des chefs, les libéraux ont l'appui de 45,4 pour cent des électeurs, les conservateurs 20,4 pour cent, le Parti réformiste 15,8 pour cent, le NPD 9,9 pour cent et le Bloc québécois 7,5 pour cent. Près de 30 pour cent des répondants sont indécis.

Le sondage mené auprès de 1009 électeurs potentiels a une marge d'erreur de 3,2 points de pourcentage, 19 fois sur 20.

Le dernier sondage réalisé par Zogby entre le 1^{er} et le 4 mai accordait 47,6 pour cent des votes aux libéraux, 16,2 pour cent aux conservateurs, 15,4 pour cent aux réformistes, 10,2 pour cent au NPD et 7,7 pour cent au Bloc québécois.

La marge d'erreur prévue pour le sondage signifie que l'appui aux conservateurs aurait pu n'être que de 17,2 pour cent ou atteindre 23,6 pour cent.

Le sondage Gallup, qui a été réalisé du 7 au 12 mai, indique que 46 pour cent des électeurs appuient les libéraux, 19 pour cent les conservateurs, 14 pour cent le Parti réformiste, 11 pour cent le Bloc québécois et 9 pour cent le NPD. Les indécis comptent pour 29 pour cent des répondants.

Le sondage téléphonique auprès de 1004 personnes a une marge d'erreur de 3,1 points de pourcentage, 19 fois sur 20.

Le dernier sondage Gallup avait eu lieu du 10 au 16 avril et accordait 55 pour cent des voix aux libéraux, 15 pour cent aux conservateurs, 10 pour cent aux réformistes, 11 pour cent au Bloc québécois et 9 pour cent au NPD.

« Un gros zéro ! »

Le FRAPRU condamne le gouvernement Chrétien. « Un gros zéro ! » estime le Front d'action populaire en réaménagement urbain, qui a fait jeudi le bilan des interventions du gouvernement libéral dans le domaine de l'habitation.

Le FRAPRU a rappelé que les libéraux ont été les premiers depuis 25 ans à ne pas avoir financé un seul nouveau logement social au Québec, alors qu'ils s'étaient au contraire engagés au cours de la campagne électorale de 1993, à assurer un « financement sûr et stable » au logement social. Le coordonnateur du FRAPRU, François Saillant, soutient que les libéraux ont menti aux mal-logés et qu'ils continuent à le faire, en affirmant qu'ils veulent accorder plus de responsabilités au Québec dans le domaine de l'habitation.

Élections 97

Duceppe ouvre la porte à un référendum fédéraliste après l'indépendance du Québec



PHOTO PC

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, s'est adressé hier à un groupe d'artistes lors de son passage à l'éco-musée du Fiermonde, à Montréal.

VINCENT MARISSAL

Contrairement à ses collègues souverainistes, qui répètent inlassablement qu'un OUI signifie la fin des débats sur l'avenir du Québec, Gilles Duceppe a affirmé hier que rien ne pourrait empêcher le tenue d'un nouveau référendum pour revenir au sein du Canada.

Le chef du Bloc a fait cette incursion à contre-courant hier matin, devant le Congrès juif canadien. « Dans un Québec souverain, rien ne pourra empêcher un parti fédéraliste de proposer de tenir un référendum pour revenir dans le Canada, c'est la démocratie », a répondu M. Duceppe à un membre de l'assistance du Congrès juif qui lui demandait s'il était d'accord pour que le prochain référendum soit le dernier.

Les ténors souverainistes, dont Lucien Bouchard et Jacques Parizeau, ont toujours soutenu au contraire qu'un OUI, « c'est la fin des chicanes ». Un NON, à l'inverse, signifie une « interminable visite chez le dentiste », disait Jacques Parizeau à Toronto en novembre 1994.

Les fédéralistes, Daniel Johnson et Jean Chrétien en tête, ont toujours soutenu de leur côté qu'un

OUI est « irréversible » et signifie la séparation définitive du Québec.

Prenant la parole devant la jeune chambre de commerce de Montréal quelques heures plus tard, M. Duceppe a mis les bouchées doubles pour revenir à la ligne officielle des souverainistes. « Un OUI met fin une fois pour toutes aux discussions stériles sur la place du Québec dans le Canada », a-t-il martelé devant un public très chaleureux. L'auditoire, parmi lequel on reconnaissait une forte délégation politique du gouvernement Bouchard, lui a réservé une ovation.

Le leader parlementaire du gouvernement Bouchard, Pierre Bélanger, est venu défendre le chef bloquiste après son discours. Politiquement, un référendum pour revenir au Canada est possible, mais cette hypothèse est inconcevable, a soutenu M. Bélanger : « À partir du moment où on sera pris dans l'élaboration d'un Québec souverain, il y aura un tel élan d'enthousiasme, on ne pourra pas l'arrêter. »

Gilles Duceppe arrive à la même conclusion : « Quand on gagnera ce troisième référendum, vous verrez que les Québécois s'attaqueront à des tâches bien plus intéressantes que de discuter de Constitution. »

L'allusion à un nouveau référendum fédéraliste dans un Québec souverain n'était qu'une précision à une question d'ordre démocratique, a dit avec insistance le chef bloquiste.

Au sein de la caravane du Bloc, la déclaration du chef a provoqué

tout un branle-bas de combat, empêchant une fois de plus cette campagne de prendre son envol. Dans les circonstances, Gilles Duceppe compte énormément sur le mini-débat de dimanche pour se remettre en selle. Le Bloc a donc annulé ses activités d'aujourd'hui pour se préparer pour le match de demain.

Méfiance et tolérance

La déclaration du chef bloquiste sur la tenue de référendums ultérieurs a été faite au cours d'une période de questions particulièrement difficile, devant la section montrealaise du Congrès juif canadien. La méfiance était, en effet, palpable parmi les 35 personnes réunies à l'édifice Samuel Bronfman.

Insistant sur la tolérance du mouvement souverainiste, M. Duceppe a eu ce commentaire : « Les gens me voient comme un souverainiste pure laine, catégorie A, mais mon grand-père est né à Londres et ma mère s'appelle Hélène Rowley. »

À une question sur l'incertitude que l'option souverainiste fait peser sur le Québec, M. Duceppe a répondu, comme il le fait toujours, que le Québec n'est certainement pas plus instable que l'Irlande du Nord, ce qui n'a pas empêché Bombardier d'y investir. « Il n'y a pas de comparaison entre Montréal et Belfast. Le problème, ce sont les fédéraux qui se promènent partout dans le monde en disant que la situation est grave au Québec », a lancé Gilles Duceppe, provoquant un retentissant « Come on » venant du fond de la salle.

Bouchard à la rescousse du Bloc, lundi, à Jonquière

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse, QUÉBEC

Le premier ministre Lucien Bouchard fera lundi un retour dans la campagne électorale fédérale, où il apparaîtra comme une bouée de sauvetage pour le camp souverainiste, qui ne cesse de s'inquiéter de la campagne du chef bloquiste, Gilles Duceppe.

M. Bouchard montera sur l'estrade avec M. Duceppe, lors d'une assemblée qui se tiendra au centre des congrès de Jonquière, où l'on espère réunir environ 1000 personnes. « C'est à l'invitation de M. Duceppe; les deux hommes se sont parlés en fin de journée », indiquait-on hier au cabinet du premier ministre.

Pour le spécialiste du camp souverainiste en matière de communications, Yves Dupré, une intervention de M. Bouchard était « absolument nécessaire, pour galvaniser et solidariser les souverainistes ».

Une entrée à Jonquière offre l'avantage certain de fournir un bon prétexte au premier ministre Bouchard, qui risque d'être accusé une fois de plus de prendre les commandes de la campagne bloquiste. Son entourage expliquait déjà hier que M. Bouchard n'aurait pu être absent quand un tel rassemblement a lieu dans son propre comté.

Dans les cartons depuis quelques jours, l'opération de sauvetage a été décidée après que Gilles Duceppe se fut de nouveau mis les pieds dans les plats, cette fois devant le Congrès juif, à Montréal, où il a soutenu hier qu'un OUI au référendum n'était pas irréversible. La veille, M. Duceppe avait fait une conférence de presse à Mirabel, sans avoir de position précise quant au problème lancinant de l'aéroport.

Pour Yves Dupré, le premier ministre Bouchard doit rapidement faire son entrée dans la campagne, sans quoi la morosité guette les souverainistes. Avant même que l'intervention de M. Bouchard ne soit confirmée, M. Dupré l'appelait de tous ses vœux. « S'il me consultait, je sais ce que je lui dirais : il faut absolument qu'il vienne galvaniser, et solidariser les souverainistes. »

« Les purs et durs, ceux qui sont près de M. Parizeau, ne voteront jamais pour Jean Charest, mais ils pourraient bien être tentés de ne pas aller voter », craint M. Dupré, pour qui il paraît pressant qu'un coup de barre soit donné.

Certains députés péquistes soulignent toutefois qu'à cause « du climat ambiant », la ferveur souverainiste est en veilleuse, ce qui explique une certaine indifférence face au Bloc. Or la campagne du Bloc « doit raviver l'émotion », déclare de son côté M. Dupré, qui participe aux réunions quotidiennes du comité de direction de la campagne du Bloc québécois.

Manning ferait un référendum sur la protection du fœtus

Presse Canadienne
TORONTO

Le chef réformiste Preston Manning, quoique à reculons, a exprimé son avis sur l'avortement et les droits des homosexuels, hier.

M. Manning a paru irrité par les questions sur ces sujets, disant que ces dossiers n'inquiètent pas tellement les électeurs, en comparaison d'une sécession possible du Québec.

Selon lui, la définition légale du mariage doit être centrée sur « la procréation et l'éducation » des enfants et exclure les couples homosexuels.

M. Manning a confirmé qu'il s'oppose à l'avortement dans la plupart des cas. En plus il confierait aux citoyens, au moyen d'un référendum, la décision sur une éventuelle protection du fœtus.

Si le résultat de ce référendum se révélait pro-fœtus, a-t-il dit, il reviendrait ensuite au Parlement de préciser ce que serait cette protection. Il ne devrait toutefois pas en

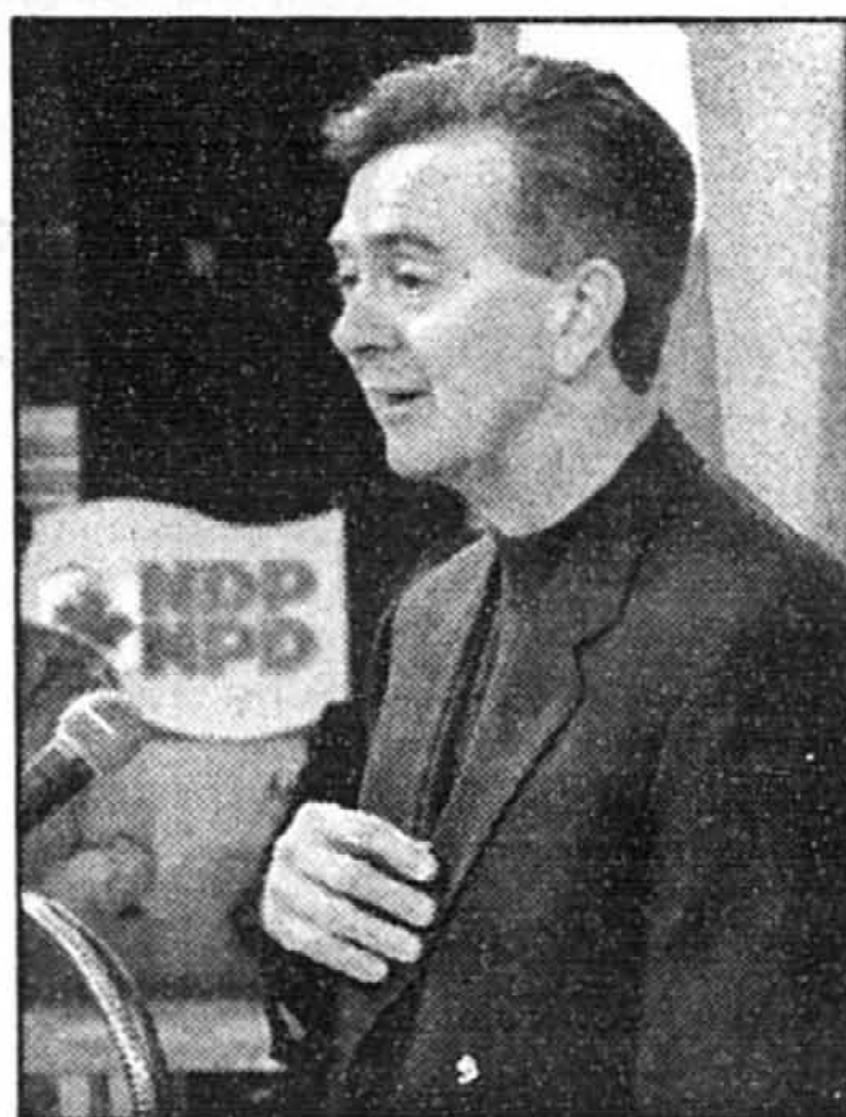


PHOTO REUTERS

L'affiche est trompeuse. Preston Manning n'est pas devenu néo-démocrate...

résulter une interdiction de l'avortement en vertu du Code criminel, a plus tard ajouté M. Manning,

sans préciser ce que dirait au juste une telle loi.

Quant aux droits des homosexuels, Preston Manning veut bien que la loi interdise la discrimination contre certains groupes, mais à son avis, elle ne devrait pas accorder une « protection spéciale » aux homosexuels.

Jusqu'ici, aucun autre chef de parti n'a abordé ces sujets délicats.

M. Manning a de plus été critiqué par ses adversaires pour avoir participé, jeudi à Ste. Catharines en Ontario, à une assemblée où avaient été invités les parents de Kristin French, une victime de l'assassin Paul Bernardo.

Le libéral Allan Rock, ministre de la Justice, a affirmé que les réformistes « cherchent à exploiter les tragédies et la douleur des autres et à porter toute l'attention sur les pires crimes, comme si la peur pouvait pousser les électeurs à voter pour eux ».

Les French ont cependant affirmé qu'ils ne se sentaient pas exploités par le Parti réformiste.

Les coupes d'Ottawa ont mis en péril l'unité nationale, selon Mme McDonough

Presse Canadienne
SASKATOON

C'est de la faute des libéraux si les Canadiens sont prêts à avoir recours à la force pour préserver l'unité canadienne, a déclaré hier la leader du NPD, Alexa McDonough.

Le gouvernement libéral a créé de graves problèmes d'unité en modifiant les programmes sociaux qui unissent ce pays, a déclaré Mme McDonough après avoir visité un centre de recherches.

Elle commentait ainsi un récent sondage d'opinions selon lequel les tiers des répondants vivant à l'extérieur du Québec se disaient prêts à faire appel aux Forces armées pour conserver le pays dans son état actuel, advenant un vote favorable à la séparation.

« Cela démontre combien il est absolument inacceptable de continuer à miner les principes mêmes qui pourraient amener les Québécois à rester avec le Canada », a déclaré Mme McDonough, qui avait la voix rauque après avoir souffert d'une laryngite.

Les coupes de plus de 6 milliards de dollars que le gouvernement libéral a infligées aux programmes sociaux ont mis l'unité nationale en péril en rendant le Canada moins attirant pour les Québécois, a-t-elle dit.

Les politiciens devraient renfor-



PHOTO REUTERS

Le chef du NPD, Alexa McDonough, apparaît sur un écran télé lors d'une conférence de presse donnée hier matin, à Toronto.

cer les programmes de santé et d'éducation et se concentrer sur la création d'emplois, a ajouté Mme McDonough.

« Il faudrait faire du retour au

travail des Canadiens un très grand projet, une priorité, réinvestir dans nos programmes sociaux, qui préoccupent autant les gens du Québec » que les autres Canadiens.

Gilles Gougeon prendra la relève de Claire Lamarche

MARIO FONTAINE

C'est l'animateur de la *Facture*, Gilles Gougeon, qui prendra la relève de Claire Lamarche pour terminer le volet français du débat des chefs, à 18 heures demain soir. Un débat qui durera 42 minutes trente et permettra d'aborder la délicate question de l'unité canadienne, sous l'appellation neutre à souhait de *Canada au 21^e siècle*.

« Le mot modérateur convient mieux qu'animateur », a expliqué hier M. Gougeon pour décrire le travail qu'il s'approprie à accomplir, compte tenu du peu de temps dont il disposera. Les cinq chefs auront en effet une minute chacun pour leurs remarques d'ouverture, puis une minute 45 secondes pour tirer leurs conclusions à la fin du débat.

Le reste du temps sera octroyé aux journalistes Jean-François Lépine et Normand Rhéaume, de retour pour poser une ou deux questions chacun, et aux participants du public, venus de partout à travers le Canada. On tente de les ramener dans la capitale fédérale pour cette prise de parole au débat en français. Une douzaine d'entre eux avaient confirmé leur présence hier soir. Jacques Moisan, de TVA, se chargera de leur donner la parole, ce dont s'occupait M. Gougeon mardi soir jusqu'à ce que Claire Lamarche soit victime d'un malaise, ce qui avait mis fin à la rencontre.

Selon son successeur, le débat idéal serait celui où il n'aurait pas à dire un mot, chaque chef respectant les critères imposés. Gilles Gougeon espère aussi que leurs propos seront compris par l'ensemble des téléspectateurs, que chacun aura le temps de s'exprimer clairement sans dépasser son temps de parole.

Ce qui est éminemment souhaitable, puisque le nombre de questions sera très restreint et que ceux qui rateront ce débat « suite et fin » n'auront aucun filet de sécurité : la plupart des quotidiens ne sont pas publiés lundi au Québec, jour de la fête de Dollard.

Le débat de mardi dernier avait été interrompu juste au moment où le chef libéral, Jean Chrétien, se faisait demander s'il reconnaissait un OUI référendaire obtenu par une faible marge. On n'a jamais su la réponse, et il y a fort à parier que la question sera de nouveau posée aux cinq chefs demain, à commencer par le leader libéral qui sera le premier à être soumis aux questions des journalistes.

Les chefs seront tous dans les studios de Radio-Canada à Ottawa, à l'exception de la néo-démocrate Alexa McDonough. En tournée dans l'Ouest, celle-ci participera toutefois au débat grâce à une liaison satellite.

Le premier ministre Chrétien sera sur la défensive dans ce débat, le Canada ayant failli éclater sous sa gouverne lors du référendum d'octobre 1995. Le premier ministre s'était d'ailleurs montré assez froid à l'idée d'achever le débat en français, mais il s'est ravivé par la suite.

Monde

L'EXPRESS
INTERNATIONAL

PALESTINE

Ross enfin reçu

■ L'émissaire américain au Proche-Orient, Dennis Ross, a rencontré hier soir dans la ville autonome de Naplouse en Cisjordanie le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat. S'adressant à la presse, il a qualifié de « très important » son entretien de 90 minutes avec M. Arafat. L'émissaire américain avait retardé de quelques heures son départ de la région, prévu hier soir, pour rencontrer le responsable palestinien qui avait refusé la veille de le recevoir, afin d'exprimer la colère des Palestiniens face à l'attitude des États-Unis sur la colonisation juive, selon des sources palestiniennes. Avant de se rendre à Naplouse, M. Ross s'était entretenu au téléphone avec le premier ministre Benjamin Netanyahu, selon la radio israélienne. Le gouvernement américain avait défendu Dennis Ross, qualifiant de « ridicules » les accusations palestiniennes selon lesquelles M. Ross favoriserait Israël.

d'après AFP

ÉTATS-UNIS

Clinton s'excuse

■ Ému jusqu'aux larmes, le président Bill Clinton a tenté hier de refermer l'un des chapitres les plus douloureux de l'histoire des relations raciales aux États-Unis, en présentant les excuses de l'Amérique aux huit survivants et aux familles des près de 400 autres Noirs victimes pendant 40 ans d'une expérience médicale raciste. Entre 1932 et 1972, 399 Noirs atteints de syphilis, dans leur immense majorité pauvres et illettrés, servirent à leur insu de cobayes humains aux services de santé gouvernementaux, qui voulaient étudier la progression de la maladie en l'absence de soins. L'épisode, qui traumatisa la communauté noire américaine et alimenta sa méfiance vis-à-vis des autorités, est entré dans l'Histoire sous le nom d'étude sur la syphilis de Tuskegee, du nom d'une petite ville de l'Alabama.

d'après AFP

RUSSIE

Terrains privatisés

■ Le président russe Boris Eltsine a levé hier l'un des principaux obstacles à l'investissement immobilier privé en autorisant les propriétaires de bâtiments à racheter le terrain d'État sur lequel ils se trouvent. Le décret présidentiel est destiné à développer le marché de l'immobilier russe. « L'absence d'une telle législation rendait vague le statut des terrains sur lesquels les compagnies privatisées se trouvaient », a commenté le chef de la mission du FMI à Moscou, Martin Gilman, soulignant les effets néfastes d'une telle lacune sur le développement du secteur privé.

d'après AFP

BURKINA

Opposition laminée

■ Le parti du président Blaise Compaoré, le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), a remporté, avec 101 députés sur 111, une victoire écrasante aux législatives de dimanche dernier qui porte un coup dur à l'opposition burkinabè qui perd environ la moitié de ses sièges. L'opposition avec ses huit députés, six pour le Parti pour la démocratie et le progrès (PDP) et deux pour le Rassemblement démocratique africain (RDA), a nettement régressé par rapport aux législatives de 1992 à l'issue desquelles elle avait obtenu plus d'une vingtaine d'élus. La nouvelle majorité parlementaire est composée essentiellement de jeunes technocrates du parti au pouvoir, alors que l'opposition reste dirigée par des septuagénaires.

d'après AFP

MALI

Konaré réélu

■ Alpha Oumar Konaré a été réélu au premier tour pour un nouveau mandat de cinq ans à la présidence du Mali, selon les résultats officiels complets de l'élection présidentielle de dimanche publiés hier à Bamako par la CENI (Commission électorale indépendante). Selon ces résultats, M. Konaré a été réélu par 1 395 581 voix (84,36 % des suffrages exprimés) contre 59 001 (3,57 %) à son challenger, Mamadou Diaby.

d'après AFP



PHOTO AP

C'était en 1977 et le président zaïrois Mobutu sese Seko était au sommet de son pouvoir, se permettant ce petit tour de piste à son arrivée à Kolwezi dans son avion privé. L'homme s'est départi de son pouvoir hier.

Mobutu sese Seko : « Moi ou le chaos »

d'après AP et AFP
PARIS

Longtemps allié stratégique de l'Occident, Mobutu sese Seko, l'homme à la toque de léopard, a jeté l'éponge hier, après 32 ans d'un pouvoir sans partage qui a laissé le Zaïre, pays immense et riche, dans un état d'extrême dénuement.

« Moi ou le chaos »... Depuis plus de 31 ans, le maréchal-président brandit à chaque fois cette menace pour triompher des crises qui ébranlent le Zaïre et menacent son pouvoir.

Contraint d'admettre la victoire du chef rebelle Laurent-Désiré Kabila, qui est aux portes de Kinshasa, le « léopard », atteint d'un cancer de la prostate, avait indiqué après son premier entretien avec M. Kabila, le 4 mai, qu'il était prêt à remettre le pouvoir à un président élu.

Soutenu par les Occidentaux pendant plus de 25 ans, le président Mobutu avait été contraint d'accepter le multipartisme en 1990. Qualifié tout récemment de « créateur de l'Histoire » par Washington, le « Guide » est depuis « invité » à céder sa place.

Quand, le 24 novembre 1965, le colonel Joseph-Désiré Mobutu, alors âgé de 35 ans, prend le pouvoir en renversant le gouvernement de Joseph Kasavubu, il incarne aux yeux du peuple zaïrois l'espoir du retour à la stabilité, dans un pays dévasté par cinq ans de guerre civile.

À son arrivée au pouvoir, l'ancien sergent de la « force publique » du Congo belge, devenu journaliste, secrétaire particulier de Patrice Lumumba puis chef d'état-major des armées, reprend peu à peu le pays en main, et, au nom de l'unité retrouvée, balaie toute op-

position.

Celui qui prétend incarner la nation élimine la vieille garde politique, interdit les partis, suspend le droit de grève et s'applique à instaurer l'unité du pays. « Un village ne peut avoir deux chefs. Pour nous Africains, deux ou trois têtes sur un même corps constitueraient un monstre », explique-t-il.

Sous l'accusation d'avoir comploté contre lui, l'ancien premier ministre Évariste Kimba et trois anciens ministres sont pendus en public en 1966. La politique de l'exemple se poursuit en 1968, avec l'exécution de l'ex-chef rebelle Pierre Mulele, pourtant rentré du Congo à la suite d'officielles promesses d'amnistie.

Afin d'asseoir encore un peu plus son pouvoir, il crée en 1967 un parti unique, le Mouvement populaire de la Révolution (MPR), et proclame l'« authenticité » dogme officiel du pays.

Le Congo fait place au Zaïre, Léopoldville devient Kinshasa, les prénoms chrétiens sont bannis, et Joseph-Désiré Mobutu s'appelle désormais Mobutu sese Seko Kuku Ngbendu Wa Za Banga (le coq qui chante victoire, le guerrier qui va de conquête en conquête sans que l'on puisse l'arrêter).

Les termes de « Monsieur » et « Madame », relégués aux oubliettes, sont remplacés par « Citoyen » et « Citoyenne ». Le costume occidental proscrit, l'« abacost » (abrégé

viation d'« à bas le costume »), tunique au vague col mao, voit le jour. Les Zaïroises, sont, quant à elles, invitées à se draper dans un pagne.

Le « Citoyen-Président fondateur » n'apparaît en public que coiffé d'une toque de léopard et appuyé sur une lourde canne de bois sculptée à deux têtes d'oiseau, symbole traditionnel d'autorité.

Les complots, mutineries et deux tentatives de sécession du Shaba (ex-Katanga, 1977-1978) sont réprimés avec l'aide de la France. Lors des pillages de Kinshasa, en 1991 et 1993, « le père de la nation » interviendra pour sonner « la fin de la récréation » et rétablir l'ordre dans un pays au bord du chaos.

Depuis la chute des cours du cuivre, dont le Zaïre est l'un des plus gros producteurs, à laquelle se sont ajoutées les conséquences des chocs pétroliers et de la « zaïrianisation » ratée des commerces et des entreprises appartenant aux étrangers, l'inflation est galopante : la mauvaise gestion de ce pays riche en ressources minières apparaît au grand jour, la corruption s'étend à toute la société.

La fortune du maréchal Mobutu, désigné comme l'un des hommes les plus riches du monde, est estimée à près de quatre milliards de dollars, soit presque la moitié du montant de la dette du Zaïre. Cette fortune consiste en avoirs en Suisse, en une dizaine d'immeubles et de châteaux en Belgique, un appartement avenue Foch à Paris, une villa à Savigny, en Suisse, une propriété de 10 hectares sur la Côte-d'Azur à Roquebrune-Cap-Martin, des hôtels à Dakar, des maisons en Côte-d'Ivoire, au Maroc, au Kenya et au Tchad, ainsi qu'un somptueux palais, le « Versailles dans la jungle », à Gbadolite, dans

sa région natale de l'Équateur.

Sur fond de fin de guerre froide et de conflit angolais, le massacre des étudiants à Lubumbashi, dans la nuit du 11 au 12 mai 1990, constituera un premier tournant. Après les mutineries et l'accès de pillages de septembre 1991 à Kinshasa, Mobutu est bel et bien un allié de plus en plus encombrant pour la Belgique, les États-Unis et la France.

Malgré sa promesse en 1990 d'instaurer la démocratie, il s'accroche : alors que son mandat présidentiel arrive à terme en décembre 1991, un artifice lui permet de rester aux commandes. Il repoussera par la suite à trois reprises l'organisation d'élections multipartites, la dernière fois en 1995, en promettant un scrutin présidentiel et législatif pour 1997.

Le « mobutisme », c'était la persécution des opposants politiques ou la répression violente, comme en 1993, lorsque l'armée tira sur la foule, entraînant la mort d'un millier de manifestants. Exécutions sommaires, tortures et viols étaient monnaie courante dans les geôles zaïroises. Cette violence, combinée à une économie catastrophique et à la corruption, a rendu le régime du maréchal extrêmement impopulaire.

Pourtant, malgré la haine contre Mobutu, beaucoup redoutaient que son départ n'entraîne une guerre civile aussi grave que celle du Rwanda. Les rivalités ethniques sont en effet considérables dans ce pays géant aux six groupes ethniques et aux 450 tribus. Des craintes se sont déjà vérifiées avec l'embarquement de l'est du pays depuis octobre 1996. Les rebelles de Laurent-Désiré-Kabila n'ont cessé d'étendre leur contrôle sur cette région, mettant en déroute l'armée de Kinshasa.

Kabila : vieil opposant et chef de guerre

NICOLE CHAVRANSKI
de l'Associated Press, PARIS

Sorti des obscurs maquis de la brousse zaïroise, il est devenu l'homme fort du pays. À l'issue de conquêtes militaires inexorables, le chef des rebelles Laurent-Désiré Kabila, vétéran de l'opposition, a contracté hier le président Mobutu à renoncer au pouvoir.

Finies les trente années de clandestinité. Kabila a enfin atteint son objectif : se débarrasser de Mobutu. Mais le chef de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL) a encore à faire la preuve de sa volonté démocratique : dans les « zones libérées », il a interdit les partis politiques, organisé des séminaires de formation idéologique et nommé des hommes à sa solde aux postes de responsabilité.

Et surtout de nombreux rapports s'accumulent depuis quelques mois, accusant ses troupes d'exactions contre les réfugiés, voire de massacres à grande échelle. Pour Emma Bonino, commissaire européen aux Affaires humanitaires, Kabila et son Alliance ont transformé les régions occupées en « véritable abattoir ». Ils n'ont cessé de mettre des bâtons dans les roues des organisations internationales qui tentent de sauver des centaines de milliers de réfugiés en perdition.

Reste qu'avec son visage jovial et sa silhouette ronde, Kabila dit avoir consacré sa vie à lutter contre Mobutu, cet « homme corrompu » qui « a tué tous les pères de l'indépendance ».

Le combat a commencé dès les années 60 pour ce membre de l'ethnie baluba, né en 1939 à Manono (nord-Shaba). Dans la mouvance nationaliste de Patrice Lumumba, le « héros congolais », premier ministre assassiné en 1961, Laurent Kabila participe aux combats sanglants des premières années de l'indépendance (1960) de l'ex-Congo belge, ce gigantesque pays aux centaines d'ethnies.

Sécession du Katanga, rébellions de l'Est, ces combats feront 500 000 morts et s'achèveront par le coup d'État du chef d'état-major, Joseph-Désiré Mobutu. Kabila est alors aux côtés des successeurs de Lumumba, Pierre Mulele ou Antoine Gizenga, dans le Kwilu à l'ouest, le Kivu à l'est.

Une fois les rébellions écrasées avec l'aide des Occidentaux, le régime Mobutu s'installe. Dès 1965, c'est « moi ou le chaos ». Laurent Kabila, lui, s'est replié dans les montagnes, au-dessus du Lac Tanganyika.

À Fizi-Baraka, il fonde en 1967 le Parti révolutionnaire du peuple (PRP) : cette guérilla rurale vit en totale autarcie, unique survivance des années de rébellion. Ses actions concrètes sont sporadiques, rares. La plus remarquable est l'attaque de Moba en 1985. Fuite éperdue de l'armée zaïroise, puis répression violente s'ensuivent.

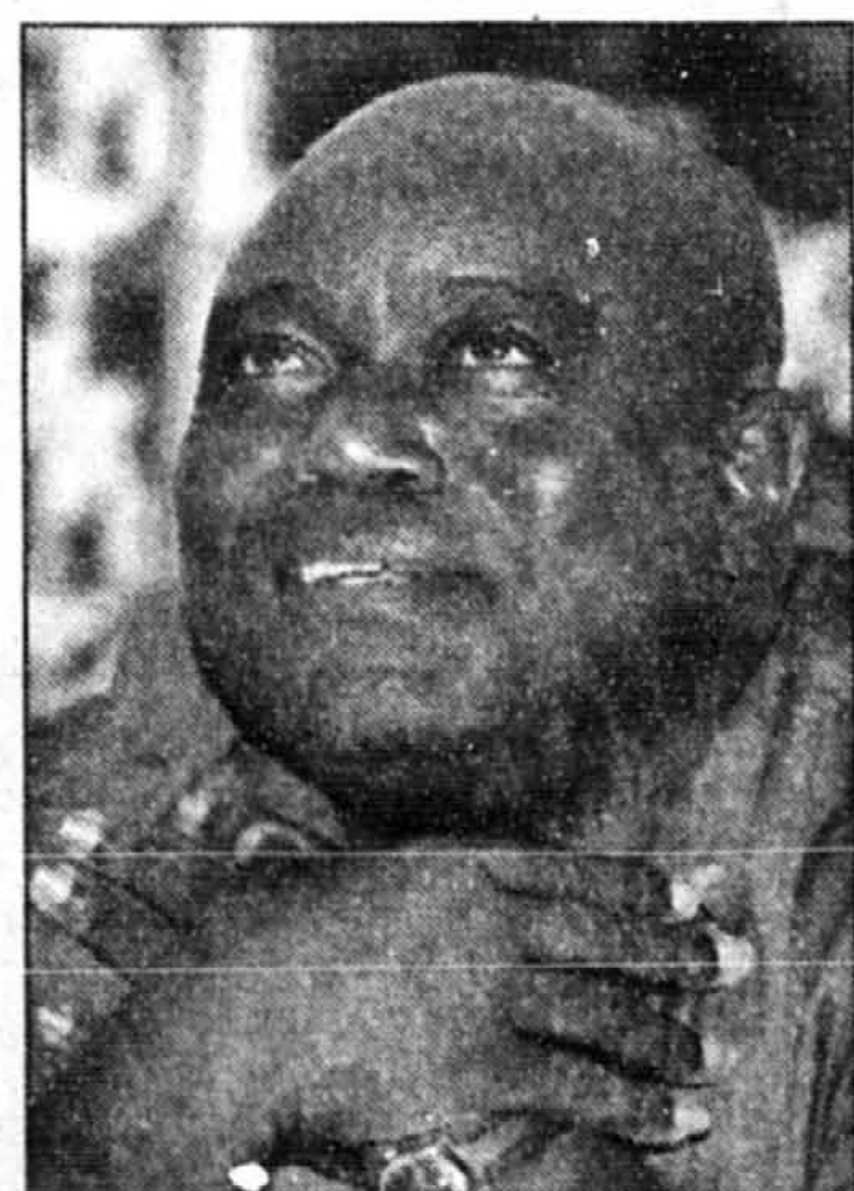


PHOTO AP

Le chef rebelle zaïrois Laurent Kabila

Pendant cette traversée du désert, les allées et venues de Kabila sont peu connues. Études en Europe, aux États-Unis, apprentissage de l'art de la guerre en Chine... Il hante Dar-Es Salaam, en Tanzanie, où il rencontre Yoweri Museveni, devenu aujourd'hui président de l'Ouganda, mais aussi Paul Kagame, l'homme fort de l'actuel régime rwandais à majorité tutsie. Il reçoit aussi « Che » Guevara, même si ce dernier écrit sur lui des pages peu flatteuses. Pour certains, Kabila n'est qu'un trafiquant de métaux précieux.

Des années plus tard, la con-

joncture politique permet à Kabila de refaire surface. À Kinshasa, l'opposition « non-violente » au mobutisme a échoué. Les espoirs de démocratisation ont fait long feu, les partis traditionnels sont discrédités, le pays dévasté. Au Kivu, la situation est explosive : après le génocide rwandais de 1994, s'y est implanté, autour des immenses camps de réfugiés, un « Hutuland » militarisé, base arrière des extrémistes hutus menaçant le régime de Kigali.

En septembre 1996, la révolte au Kivu des tutsis banyamulenge opprimés par Kinshasa servira de détonateur. Ils seront les premiers combattants de Kabila, qui a fédéré aussi, autour du PRP, de petits mouvements de guérilla et des combattants venus de nombreux horizons d'Afrique. C'est avec la bénédiction du président ougandais Museveni, acteur régional de premier rang, que Kabila s'est imposé. Il a bénéficié aussi du soutien des régimes du Rwanda et de l'Angola, qui tous ont un intérêt bien compris à se défaire du régime de Mobutu.

Depuis, au fil de ses conquêtes, il a été rejoint par bon nombre de Zaïrois, qui voient à leur tour dans la lutte armée le seul moyen de déboulonner le régime Mobutu. Face à la déliquescence de l'armée zaïroise, Kabila, qui jugeait que le maréchal-président n'avait jamais pu mater une rébellion sans l'Occident et les mercenaires, affirmait souvent qu'il irait jusqu'à l'océan...

Pendant des mois, le Zaïre tout entier s'était mis à attendre Kabila, celui qui pouvait le débarrasser du Léopard.

Du lundi 19 mai au jeudi 22 mai!

L'incroyable Solde Garde-robe de la Baie

**N'importe quelle combinaison d'articles
à prix ordinaire :**

- la mode pour femme
- les accessoires mode pour femme
- la lingerie
- les collants fins, les collants et les chaussettes pour femme
- les montres
- les bijoux
- les vêtements pour enfant

**25 % DE RABAIS À L'ACHAT
DE 3 ARTICLES OU PLUS**

20 % DE RABAIS : 2 ARTICLES

15 % DE RABAIS : UN ARTICLE

Sur nos prix ordinaires.

Exception : l'étiquette Calvin Klein pour enfant.



la **Baie**

Compagnie de la Baie d'Hudson

Vous avez le meilleur pour moins cher!